



AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

Octobre 2011, volume 27.3



 **Marchés locaux et régionaux**



Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 27.3 - Octobre 2011
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Coeur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,
Awa Faly Ba Mbow, Maké Dangnokho

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Edition espagnole
La revista de agro-ecologia
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Edition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

4 Editorial

6 Systèmes alimentaires régionaux : peuvent mieux faire !

Danny Hunter, Jessica Fanzo et Edith van Walsum

8 Rompre les barrières du commerce intra-régional

José Filipe Fonseca et Thérèse Burke

10 Le PAA : systèmes alimentaires régis par la politique

Catia Grisa, Claudia Job Schmitt, Lauro Francisco Mattei, Renato Sergio Maluf, Sergio Pereira Leite

12 La Belle de Guinée : une africaine qui s'impose

Maké DANGNOKHO

14 Promouvoir la commercialisation du sésame dans les marchés villageois et régionaux

- David Dione

16 Face à la crise du café : nouer des alliances entre producteur et consommateur

- Roberta Jaffe, Devon Sampson et Annie Shattuck

19 Partenariat urbain rural : Une niche pour l'agriculture biologique

Farama Diedhiou

21 Savoirs locaux et apprentissage du partenariat dans la gestion des écosystèmes forestiers humides au Cameroun

- Bidzanga N. L., Kalms J.M., Havard M., Njoya A.

25 Sites web

27 Bibliographie

31 AGRIDAPE Infos

8 Rompre les barrières du commerce intra-régional

José Filipe Fonseca et Thérèse Burke

Les producteurs africains ont d'énormes difficultés à écouler leurs productions après la récolte à cause notamment de ce qu'on appelle «les barrières non-tarifaires onéreuses» un obstacle au commerce intra-régional en Afrique. La pléthore de postes de contrôles au niveau des frontières, l'état chaotique des routes, la persistance de la paperasserie administrative, l'extorsion, le chantage, le harcèlement...sont autant de facteurs qui entravent le développement du commerce agricole entre les pays du Sud.

Cette situation constitue une «énorme perte économique pour les pays et un obstacle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Pourtant au plan juridique, la CEDEAO (en Afrique de l'Ouest) a pris toutes les dispositions nécessaires pour faciliter la circulation des biens, services et personnes.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultureS est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultureS** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22,
Den Pasar 80234
Bali Indonésie
E-mail : leisa@indo.net.id

Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020
E-mail : paulo@aspta.org.br

Sites Web

<http://www.leisa.info>
<http://www.iedafrique.org>
<http://agridape.leisa.info>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSI

Photo de couverture :

Scène du marché à Arusha, Tanzanie

Source :

Jorge Chavez Tasur

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



12 La Belle de Guinée : une africaine qui s'impose

Maké DANGNOKHO

Aujourd'hui, la pomme de terre de Guinée communément appelée Belle de Guinée après labellisation à l'OAPI (Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle) au Cameroun a conquis les locaux et régionaux. La Belle de Guinée est un bel exemple africain qui prouve à souhait que les producteurs du Sud ont la capacité de faire face aux marchés locaux avec le soutien de leurs gouvernants.

La Fédération des paysans du Fouta Djallon a créé une véritable révolution avec ce produit très prisé en Afrique de l'Ouest en créant au même moment des milliers d'emplois. Mieux, la Fédération a bénéficié du soutien de l'Etat qui, au début bloquait régulièrement l'importation de pomme de terre au moment de la production nationale qui est passée de moins de 500 tonnes en 1990 à 20000 aujourd'hui.



24 Promouvoir la commercialisation du sésame dans les marchés villageois et régionaux

David Dione

Le sésame, au-delà d'être une culture de diversification, est aussi une source de revenus. L'Union des groupements associés du Niombato (Ugan) avec l'appui de l'Ong Veco Sénégal a fini par convaincre que le sésame est une spéculation dont l'exploitation crée des richesses pour lutter contre la pauvreté et les formes de vulnérabilité économique en milieu rural.

Après l'arachide, le sésame est la deuxième culture de rente au Sénégal. Avec de taux de production de progression constante, le sésame renforce la sécurité alimentaire des ménages pauvres. Ainsi, environ 10% de la production sont transformés ou vendus localement alors que l'essentiel de la production soit 90 % est écoulé en dehors de la zone de production.

Chères lectrices, chers lecteurs,

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les crises successives de 2008-2009 et la fluctuation persistante des marchés agricoles témoignent d'un système alimentaire mondial fragile. C'est ainsi que AGRIDAPE s'est intéressé aux marchés locaux et régionaux comme une alternative pour une sécurité et une souveraineté alimentaire. Pleins de potentiel pour une alimentation plus accessible, plus saine et plus varié, néanmoins les marchés locaux et régionaux souffrent de contraintes internes et externes.

Pourtant, plusieurs innovations existent qui contribuent à l'amélioration de ce système alimentaire, allant de la valorisation des espèces sous-utilisées, à des politiques alimentaires avant-gardistes, en passant par une redéfinition de la relation producteur consommateur. Comme d'habitude AGRIDAPE met à l'honneur ces expériences dans ce magazine.

L'année 2011 tire à sa fin, et nous publions sans doute avec ce numéro, une des dernières versions papier de votre magazine. La crise financière a également ses impacts sur le partage des connaissances alternatives. Toutefois, notre challenge pour 2012 est de maintenir sous quelque forme que ce soit, le flux d'informations envers la communauté que nous constituons depuis maintenant près de 10 ans.

Plus que jamais, votre soutien et vos contributions à travers des articles sont les bienvenues.

Bonne lecture et bonne fin d'année 2011



Photo : Jorge Chavez-Ralur

Marchandages au marché biologique à Addis Abeba

Ce numéro du magazine AGRIDAPE consacré à la thématique : «marchés locaux et régionaux», met en exergue l'importance du marché et du commerce régional pour le développement agricole en Afrique. En effet, le marché constitue un maillon essentiel dans tous les systèmes agro-alimentaires. C'est à travers lui que les producteurs accèdent aux facteurs de production, mais c'est également lui qui les met en relation avec les consommateurs pour l'écoulement de leurs productions. C'est la raison pour laquelle les conditions d'accès au marché constituent des facteurs déterminants du développement de l'agriculture familiale. Dans un monde caractérisé par la globalisation et la forte concentration du pouvoir économique entre les mains d'un nombre réduit de grandes firmes agro-alimentaires, les petits producteurs n'ont souvent aucun contrôle sur les prix auxquels ils achètent leurs facteurs de production ou vendent

leurs récoltes. Cette situation est d'autant plus critique que les Etats africains se sont progressivement désengagés du secteur agricole.

Marchés et développement durable

Bien que les petits producteurs agricoles africains aient comme première priorité de produire pour nourrir leurs familles, ils doivent également faire face à d'autres besoins tels que le paiement des frais de scolarité de leurs enfants, la couverture des frais de santé, les dépenses sociales et culturelles, etc. dont la prise en charge nécessite des ressources financières généralement obtenues à travers la vente des produits agricoles, forestiers ou animaux. Malheureusement, le manque d'infrastructures de transport, de stockage et les difficultés d'accès au crédit sont des facteurs qui empêchent le développement des

marchés locaux, nationaux et régionaux. Cette situation explique en grande partie la forte dépendance des consommateurs africains, des importations de produits alimentaires au détriment de la production locale mais également la faible et décroissante part de l'Afrique dans le commerce mondial qui est passée de 6% en 1980 à moins de 4% en 2008. Ces chiffres montrent toute l'attention qui doit être accordée au développement des marchés locaux et régionaux qui sont stratégiquement beaucoup plus importants pour le développement durable de l'agriculture africaine. C'est pourquoi, la création d'un marché continental de grande valeur économique, qui a toujours fait partie des objectifs de nombreux pays, pourrait contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture africaine.

La crise alimentaire de 2007-2008, en replaçant l'agriculture au centre des pré-

occupations des décideurs nationaux et des partenaires au développement, remet également au grand jour l'urgence d'une organisation plus efficace des marchés nationaux et régionaux. C'est pourquoi, on perçoit toute la pertinence du plaidoyer du Président du ROPPA, Djibo Bagna, qui, s'adressant aux bailleurs de fonds du Nord en prélude au sommet du G20 (22 et 23 juin 2011) organisé par la présidence française, a clairement dit que si les pays riches veulent aider l'agriculture africaine : «ils doivent nous aider à construire au niveau local, notamment des infrastructures de transformation des produits qui développent le marché domestique». Les producteurs africains, à l'instar de leurs homologues du Nord, sont des agents économiques extrêmement sensibles aux stimuli du marché. Lorsque celui-ci offre des conditions suffisamment incitatives, le producteur répond en ajustant son système de production pour tirer profit de ces incitations. Par contre, il ne trouvera aucun intérêt à consentir des investissements dont le marché ne lui garantit aucun retour conséquent. En conséquence, des prix peu rémunérateurs peuvent pousser les producteurs à compenser la perte de revenus par une augmentation des superficies cultivées, contribuant ainsi à l'accélération de la dégradation des ressources naturelles ; elle-même source de vulnérabilité économique.

Marchés et sécurité alimentaire

L'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté est de garantir à tout le monde un accès à une alimentation suffisante, saine, sûre et de grande qualité nutritionnelle ; en adoptant des pratiques agricoles écologiquement durables. A l'heure actuelle, le système alimentaire mondial en place est très loin d'atteindre cet objectif. Alors que la demande alimentaire globale continue d'augmenter, accompagnée par une modification des habitudes alimentaires, on assiste en même temps, à l'émergence de nouveaux usages des terres et de certains produits agricoles avec le développement des biocarburants. Cette situation contribue au renchérissement des prix des céréales. Par ailleurs, la ruée vers les terres agricoles qu'elle entraîne, pourrait remettre en cause la sécurité alimentaire des petits producteurs dans les pays (Hunter, p. 6)

Cette mutation est d'autant plus paradoxale et ironique que d'après les estimations, un milliard de personnes souffrent de famine ou de carences en micronutriments essentiels, tandis que d'autre part, un nombre encore plus important de personnes souffrent des effets du surpoids et de l'obésité, conséquence de la consommation d'aliments peu sains. Pour éviter aux consommateurs africains de tomber

dans les mêmes travers en matière de consommation, il est essentiel de leur garantir l'accès à des marchés locaux et nationaux, approvisionnés à partir de la production locale.

Une bonne organisation des marchés agricoles aux niveaux local, national, régional et global peut contribuer sensiblement à lutter contre l'insécurité alimentaire. Cela suppose toutefois un bon accès à l'information de même que l'existence d'infrastructures de transformation, de stockage et de transport. Cependant, pour ce qui concerne le marché international, l'existence de barrières non tarifaires liées aux normes et standards limitent l'accès à ce marché à la plupart des produits africain. Pour contourner ces difficultés, les pays du Sud et l'Afrique en particulier peuvent tirer davantage parti des opportunités et avantages offerts par le commerce équitable ; qui peut contribuer à mieux insérer les producteurs dans des réseaux commerciaux qui offrent plus de garantie et une meilleure rémunération des prix.

Le potentiel de croissance de ce type de commerce reste encore très élevé, même s'il faut le reconnaître, les conditions de certification restent encore assez complexes pour les petits producteurs ruraux. Par ailleurs, pour ce qui concerne les producteurs africains, la très forte atomisation des exploitations pose des défis organisationnels importants pour la collecte de l'offre ainsi que la garantie de qualité. Certaines initiatives innovantes ont été développées comme au Kenya où Biodiversity International a mis en relation les producteurs avec les supermarchés (Hunter, p.6). En Amérique Latine, le réseau CAN appuie les producteurs dans un système de vente directe qui les met en relation avec des consommateurs aux USA à travers un système de livraison utilisant le service postal. En éliminant les intermédiaires, le système permet au paysan de capter une plus grande part de la plus value générée par la vente (Jaffe, p.14). Au Sénégal, le réseau mis en place par AGRECOL s'appuie sur les mêmes principes. Il aide les producteurs à mettre en place un système de vente collectif ; et les met en relation avec les consommateurs à travers l'organisation d'un marché hebdomadaire et la mise en place d'un restaurant des produits bio (Diedhiou p.17).

Lever les contraintes

Toutefois, le développement du commerce régional suppose la levée d'un certain nombre blocages qui contribuent à l'augmentation des prix des produits agricoles à la consommation et à limiter ainsi leur compétitivité commerciale. En effet, au-delà des problèmes structurels liés à l'absence d'infrastructures routières de qualité, il faut noter, pour le déplorer, la multiplication des points de contrôle, les tracasseries

et la corruption le long des corridors commerciaux transfrontaliers. Mettre en place des mécanismes efficaces pour informer le public et dénoncer de telles situations peuvent contribuer à l'amélioration de la situation, comme le montre l'expérience menée entre le Sénégal et le Mali à travers l'organisation d'une caravane avec des journalistes, dont les comptes rendus faits dans les journaux et radios sur les blocages observés ont permis d'améliorer considérablement la fluidité du transport (Fonseca p.8).

En outre, la définition d'une bonne vision politique et la mise en place d'un cadre institutionnel approprié constituent les principaux piliers pour soutenir la compétitivité commerciale des filières agricoles africaines. Comme c'est le cas au Brésil (Grisa p.10) jusqu'à présent, on se rend compte qu'il existe des filières à fort potentiel de développement mais qui ne bénéficient pas de l'attention nécessaire. L'exemple des filières de la pomme de terre en Guinée et du sésame au Sénégal (voir article de Dione) montre l'importance d'avoir les institutions nécessaires pour faciliter l'accès au crédit ; garantir les conditions infrastructurelles adéquates pour la transformation, le stockage ou le transport des produits ainsi que la protection des produits locaux contre la concurrence déloyale des produits agricoles importés. C'est ainsi qu'en Guinée, la décision prise par le gouvernement de bloquer l'importation de la pomme de terre néerlandaise pendant la période de récolte de la production locale, a contribué à booster celle-ci et à positionner la « Belle de Guinée » dans le marché sous-régional (Dangnokho, p.12). Ces expériences montrent que ces mesures constituent des facteurs importants d'incitation qui ont contribué à l'amélioration sensible de la performance des exploitations agricoles. Elles renforcent également la participation de plusieurs groupes d'acteurs dans la chaîne de valeur. C'est le cas des femmes qui, comme on le sait jouent un rôle essentiel dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles issus de ces filières marginales, comme le sésame au Sénégal. Les revenus qu'elles tirent de leurs activités renforcent leur pouvoir économique et leur autonomie.

L'avenir de l'agriculture familiale en Afrique est fortement liée à la structure et au niveau d'organisation des marchés locaux, nationaux et régionaux. La dynamique menée actuellement à l'échelle continentale pour la définition d'une vision et des orientations stratégiques communes devra être adossée, dans sa mise en œuvre, sur la mise en place d'institutions et d'infrastructures pouvant garantir une bonne circulation des produits agricoles.



Systemes alimentaires regionaux : peuvent mieux faire !

Danny Hunter, Jessica Fanzo et Edith van Walsum

6

L'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté, est de garantir à tout le monde un accès à une alimentation suffisante qui est saine, sûre et de grande qualité nutritionnelle, le tout d'une manière écologiquement durable. A l'heure actuelle, le système alimentaire mondial est très loin d'atteindre cet objectif. D'après les estimations, un milliard de personnes souffrent de famine ou de carences en micronutriments essentiels, tandis que d'autre part, un nombre encore plus important de personnes souffrent des effets du surpoids et de l'obésité, conséquence de la consommation d'aliments peu sains. Le traitement de l'impact de ce double fardeau se chiffre en milliards de dollars. De toute évidence, un changement radical immédiat s'impose.

Les consommateurs en milieu urbain peuvent tirer parti des avantages de la mondialisation, des produits alimentaires leur provenant de partout dans le monde, toute l'année. Les agriculteurs produisent ce qu'ils savent cultiver le mieux, et nous en profitons tous. Théoriquement s'entend... En réalité, de vastes surfaces agricoles sont réservées afin de produire des cultures pour l'alimentation du bétail ou les biocarburants, tandis que de nombreuses petites exploitations agricoles familiales opèrent dans des environnements non productifs et gagnent très peu. En outre, l'on estime que près de la moitié de toute la nourriture produite est gaspillée à travers les pertes pré et post récolte, ou encore jetée par les distributeurs et les consommateurs. La préférence pour quelques cultures de base est au détriment de la biodiversité agricole. De plus en plus de surfaces agricoles sont consacrées à la monoculture exposée aux espèces nuisibles et aux maladies et devant être protégée par l'utilisation toujours plus intense d'intrants chimiques. Nos régimes alimentaires reposent de plus en plus sur ces quelques cultures, même dans les pays



Un producteur de EcoBorema, Brésil qui s'est engagé dans la vente directe aux consommateurs

PHOTO : ANDRÉ TELLES/ACTION AID

qui sont célèbres pour leur biodiversité. Les estimations de la FAO révèlent, avec prudence sans doute, qu'il existe environ 30 000 plantes comestibles. Pourtant 80 % de l'apport alimentaire total mondial ne provient que de 12 espèces seulement. Et souvent, le cordonnier étant le plus mal chaussé, ceux qui produisent les aliments en consomment de la pire qualité.

Les obstacles au changement

De nombreux obstacles entravent l'évolution vers des systèmes alimentaires meilleurs ou plus efficaces. Trop souvent, les pays ne disposent pas de politiques et stratégies adéquates en matière de sécurité agricole et alimentaire, négligeant les espèces nutritives telles que le millet, les fruits, légumes, racines et tubercules locaux. Cet état de fait peut être aggravé par des politiques commerciales qui nuisent à la promotion et à la consommation de ces aliments en autorisant l'importation de

denrées alimentaires bon marché. Les barrières tarifaires et non tarifaires imposent une pléthore de papiers justificatifs sur la commercialisation et la consommation, à tous les niveaux, des aliments riches en biodiversité. Les règles sur les nouveaux aliments de l'Union européenne constituent l'un des nombreux exemples de politiques de limitation du commerce international.

Dans le même temps, le monde a connu des changements majeurs en matière de régime alimentaire. La mondialisation, le développement industriel, la croissance démographique et l'urbanisation ont changé les modes de production alimentaire et de consommation d'une manière qui affecte profondément les écosystèmes et la santé humaine. L'agriculture industrielle à forte intensité d'intrants et le transport longue distance augmentent la disponibilité et l'accessibilité économique des glucides et graisses raffinés, conduisant à

des régimes alimentaires moins nutritifs et à une plus grande dépendance vis-à-vis d'un nombre limité d'aliments riches en calories. Cela a entraîné une déconnexion quasi radicale entre les régimes alimentaires et les sources d'alimentation locales, une situation qui menace l'existence permanente de la biodiversité mondiale et les connaissances écologiques qui y sont associées. De moins en moins d'enfants savent où et comment leur nourriture est produite et ignorent les types et variétés d'espèces que leurs parents et grands-parents auraient connus.

Solutions bien éprouvées

Bien évidemment, il n'y a pas de solution miracle pour un problème aussi complexe. Le défi de révolutionner un système alimentaire mondial dysfonctionnel exigera une approche soutenue, coordonnée et multidisciplinaire. Il faudra aller au-delà du simple fait de « connecter » les agriculteurs et leurs produits aux marchés mondiaux. Il faudra l'intégration et l'application des sciences sociales et naturelles, prenant en compte à la fois les questions liées à la santé publique et à l'agriculture, étudiant le mode de commercialisation des aliments ainsi que les politiques et règlements qui inhibent ou encouragent les différents modes de production et de consommation.

De nombreux exemples dans le monde montrent la capacité des systèmes alimentaires régionaux à y parvenir. Les avantages sont multiples, et ne sont pas limités aux faibles coûts de transport, aux transactions moins risquées ou à la vente des produits à des prix plus élevés (pour ce qui est des producteurs). Une production plus diversifiée (avec des avantages pour les exploitations agricoles, les sols et la biodiversité) entraîne des régimes alimentaires plus diversifiés, et donc plus sains. Et, des formes d'échanges plus personnelles permettent aux agriculteurs et consommateurs d'avoir davantage de contrôle sur ce qui est produit et consommé.

Défis

Le développement des marchés locaux ne va pas sans difficultés, notamment pour ce qui est de l'élimination des obstacles mentionnés plus haut. L'accès des agriculteurs aux marchés reste mal organisé, tandis que les efforts visant à accroître la commercialisation de leurs produits exigent que ces derniers soient uniformes, que de grandes quantités soient fournies de façon régulière et fiable et que l'on accorde une attention aux questions de sécurité ali-



Producteurs et consommateurs de San Isidro, Brésil

Photo : Irisian Patrício

mentaire. Presque partout, les problèmes restent les mêmes : manque d'informations sur le marché, d'équipements de transport et de transformation, infrastructures de commercialisation inadéquates et très mauvaise coordination le long de la chaîne d'approvisionnement. Venir à bout de ces facteurs augmente les coûts de transaction, au moins au début. Toutefois, ces problèmes ne sont pas insurmontables, comme le montrent plusieurs expériences en matière de renforcement des chaînes locales et régionales.

En collaborant avec les supermarchés Uchumi et avec d'autres partenaires locaux au Kenya, Bioversity International a aidé les agriculteurs et les communautés à faire parvenir leurs légumes feuillus aux consommateurs urbains. Les résultats ont été assez étonnants, avec une croissance des ventes de plus de 1100 % en seulement deux ans et avec des réseaux de plus de 300 agriculteurs désormais liés aux marchés urbains. On peut trouver des exemples similaires ailleurs, impliquant de grandes et de petites entreprises, des organisations d'agriculteurs, des activistes et consommateurs enthousiastes.

D'autres projets d'agriculture soutenus par la communauté, montrent que la mise en place de systèmes alimentaires plus équitables et plus efficaces nécessite des informations, un plaidoyer et des militants motivés.

Le plus important, peut-être, réside dans la volonté politique de parvenir à de meilleurs résultats. Le cadre politique PAA élaboré au Brésil montre que le soutien politique peut créer un « environnement

propice » et des systèmes qui soutiennent les producteurs, tout en renforçant la sécurité et la souveraineté alimentaires. Ce sont là des exemples qui devraient éclairer les débats dans les événements à venir, comme Rio+20.

Danny Hunter et **Jessica Fanzo** collaborent en tant que chercheurs de haut niveau avec Bioversity International (e-mails : d.hunter@cgiar.org ; j.fanzo@cgiar.org).

Edith van Walsum (e.van.walsum@ileia.org) est le Directeur de ILEIA.

Pour en savoir plus :

Mulvany, Patrick and Jonathan Ensor, 2011. Changing a dysfunctional food system: Towards ecological food provision in the framework of food sovereignty.

Food Chain, Volume 1, Number 1.

DeLind, Laura, 2011. Are local food and the local food movement taking us where we want to go? Or are we hitching our wagons to the wrong stars? *Agriculture and Human Values*, Vol. 28, Number 2.



Rompre les barrières du commerce intra-régional

José Filipe Fonseca et Thérèse Burke

8



Photo : ICTA

Discussions entre les journalistes et les acteurs de l'axe Dakar-Bamako

Pour les producteurs, la priorité est vendre son produit au bon moment, et dans les meilleures conditions. C'est le moment où l'agriculteur peut récolter les fruits de plusieurs mois ou années de travail acharné et d'investissement. Ceci est toutefois loin d'être vrai dans de nombreux pays africains où accéder au marché constitue souvent le plus grand défi.

Les barrières non-tarifaires entravent de manière significative le commerce intra-régional en Afrique et dans d'autres continents. Le coût des transactions – en termes de temps et de coût de l'accès au marché peut être paralysant. Les postes de contrôle, les contrôles, le mauvais état des routes et les vieilles voitures contribuent tous à augmenter de manière considérable le temps de transit. Si l'on y associe la chaleur et l'humidité, il n'est guère surprenant que les produits périssables comme les fruits et légumes ne soient pas propres à la vente à leur arrivée à destination ou que les animaux transpor-

tés soient en mauvaise santé s'ils ont survécu à tout cela. Le résultat net est la faible efficacité commerciale. Le négociateur livre au marché des produits qui ne sont pas de bonne qualité et qui se trouvent dans un état pire que celui dans lequel ils étaient au départ. Cela compromet la sécurité alimentaire et fait monter le prix du peu d'aliment disponible. La médiocrité des infrastructures, la persistance de la paperasserie administrative et les pratiques anormales comme l'extorsion, le chantage et le harcèlement, peuvent sérieusement entraver le développement du commerce agricole entre les pays, rendant ainsi le commerce intra-régional peu attrayant. C'est une énorme perte économique pour les pays et un obstacle à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

En dépit du fait que ces barrières non-tarifaires soient une réalité quotidienne pour les commerçants de nombreuses régions, il existe une législation pour les neutraliser. Par exemple, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) dispose d'un cadre juridique pour résoudre

ce problème, qui cherche à libéraliser le commerce dans tous ses Etats membres. Cependant, ce cadre doit être correctement mis en œuvre. Nombreux sont ceux qui diraient que rien ne peut être fait pour améliorer la situation. C'est tout simplement une question très importante avec beaucoup trop d'entraves. Cependant, en Afrique de l'Ouest un groupe de professionnels des media déterminés luttent contre les barrières non-tarifaires et ils ont gagné.

Témoins et journalistes

En 2008, CTA et la Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du centre (CMA-AOC), l'Observatoire de la filière de l'élevage bovin de l'Afrique de l'ouest et du centre et le Réseau des Journalistes agricoles de l'Afrique de l'Ouest ont organisé une visite d'étude à l'intention de 16 journalistes. En compagnie de représentants de la télévision, de la radio et de la presse venus de six pays, ils ont fait le voyage avec des négociants d'animaux le long du couloir Bamako-Dakar :

route longue de 1325 km qui relie le Sahel au port de Dakar et le long de laquelle le bétail et les produits locaux et importés sont transportés dans les deux directions. Ils avaient pour objectif d'expérimenter personnellement les réalités. Ils ont été témoins de temps de transport fortement retardés en raison de nombreux points de contrôles souvent officieux. Non seulement les négociants doivent passer un temps excessif à attendre de traverser ces points de contrôle, mais ils doivent également s'acquitter des droits de péage. Les journalistes ont vu comment cette situation causait des problèmes aux négociants qui devaient faire face aux problèmes de santé et au degré de stress de leurs animaux tout au long d'un voyage plus long que nécessaire, mettant souvent le bien-être et la vie des animaux en danger.

Armés de leurs expériences, de leurs interviews et de leurs images, les journalistes ont dénoncé les pratiques illégales, en mettant la pression sur les fonctionnaires et en prenant à partie les politiciens. Dans une série d'articles et de reportages dans la presse, à la télévision, à la radio et en ligne, ils ont attiré l'attention du public sur ces questions. Ils ont également contacté les responsables gouvernementaux, les chambres d'agriculture et des organisations régionales comme le Réseau régional de la Chambre d'Agriculture (RECAO) pour demander un changement. Au bout de trois années, leur campagne a connu un grand succès.

Les autorités maliennes et sénégalaises ont pris l'engagement de réduire le nombre de points de contrôle officiels et la durée des contrôles. Les points de contrôle officiels sont passés de 19 à 8 au Mali et de 27 à 3 au Sénégal.

Le Sénégal a réduit la TVA sur le bétail à partir du Mali de 6 900 francs CFA par tête à 4 500.

Il y a eu une réduction dans l'impôt prélevé sur le bétail à la frontière entre le Mali et la Côte d'Ivoire de 1 500 000 à 350 000 francs par bétailière.

Les autorisations d'exportation de bétail qui coûtaient 15 000 francs CFA au Mali, sont à présent délivrées à titre gracieux. Au Mali, les impôts prélevés par camion ont été réduits de 150 000 à 25 000 francs CFA.

Aujourd'hui, le déplacement le long du couloir Bamako-Dakar, qui, il y a trois ans durait cinq jours, est maintenant réduit à trois jours.

Plus de commerce, davantage d'aliments

L'impact de ce lobbying peut aussi être constaté dans le développement du commerce intra-régional. Le nombre de bétailières qui circulent chaque jour sur la route Bamako-Dakar a plus que doublé

depuis 2008, et avoisine présentement 15 camions par jour. Avant la visite d'étude, environ 200 têtes de bétail et 600 moutons entraient au Sénégal chaque jour. Ces chiffres sont à 350 et 1190 respectivement. Il en a résulté davantage d'argent pour les transporteurs à travers l'augmentation des entreprises et plus de travail pour les camionneurs.

Bien qu'il soit difficile de dire que le volume des aliments est sensiblement plus important à ce niveau, l'on s'attend seulement à ce que ces tendances positives augmentent. La protection des animaux s'est également améliorée avec les bergers qui voyagent par les camions pour s'assurer que le bétail et les moutons soient soignés. Moins de décès en transit ont été enregistrés. Avant il y avait en moyenne deux à trois décès d'animaux par voyage en camion. Aujourd'hui, il n'y a qu'un décès pour 50 voyages (avec une moyenne de 35 bovins ou 170 moutons à bord).

Les négociants d'animaux n'ont pas été le seul groupe à profiter de ces améliorations. Il y a des preuves qui montrent que les négociants de fruits et légumes de l'Afrique de l'Ouest bénéficient de temps de transit plus rapide avec moins de droits de péage. Cela augmente la qualité, le volume et le flux de ces produits frais dans la région. Cela ne permet pas seulement d'établir un environnement de marché compétitif plus dynamique mais offre également un plus grand choix et de meilleurs prix aux consommateurs.

Les réalisations des journalistes au cours de la visite d'étude ainsi que d'autres inspirées par eux ont été importantes. Toutefois, l'histoire ne s'arrêtera pas et ne devrait pas s'arrêter là. Beaucoup de travail reste à faire si le commerce intra-régional doit se développer et prospérer. Les domaines clés à aborder au plan juridique, réglementaire et politique ont déjà été identifiés.

Plus à faire

A la suite de leur voyage d'étude, des recherches ont été menées et un atelier tenu dans le cadre de la collaboration CTA/CMA-AOC, pour examiner les questions juridiques et réglementaires qui affectent le commerce agricole en Afrique de l'Ouest. Un certain nombre de questions ont été identifiées et il a été reconnu que plusieurs règles régionales n'étaient pas appliquées. En outre, il y avait des problèmes liés à l'harmonisation des règles régionales (celles de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union Economique et Monétaire de l'Ouest Africain), et aussi de ces dernières et les règles nationales, ce qui les rend moins efficaces et parfois irréalisables. Bon nombre des lois dans ces cadres sont obsolètes et doivent être réexaminées et mises à jour.

La prochaine étape du processus comprend un plaidoyer et un lobbying pour

encourager les pays de l'Afrique de l'Ouest et au delà, à promouvoir et harmoniser les normes juridiques et réglementaires en vue de créer un système plus efficace et transparent. Toutes les parties concernées par le commerce intra-régional doivent se familiariser avec ces cadres juridiques et réglementaires. Elles doivent avoir accès à ces règles afin de pouvoir procéder à l'analyse du système et de mettre en évidence les mauvaises pratiques. Les associations d'agriculteurs ont un rôle particulièrement influant à jouer. L'Observatoire de la Chaîne de produits boeuf-bétail de l'Afrique centrale est un groupe d'agriculteurs, de négociants et de transporteurs qui font campagne (avec d'autres) pour une meilleure commercialisation des produits agricoles. Il vise à inscrire ces questions au programme d'action.

Enfin, Les professionnels des media doivent continuer à être vigilants en ce qui concerne toutes les pratiques qui bloquent le développement du commerce et les dénoncer. Ils devraient continuer à mettre la pression sur les décideurs et autres acteurs pour qu'ils apportent des améliorations et tiennent le public informé sur la question.

Un rôle unique

Ce qu'un petit groupe de journalistes a réalisé est remarquable – et cela est à présent reproduit par d'autres qui veulent contribuer au développement agricole et rural. Les professionnels des media ont un rôle unique à jouer dans la promotion du développement agricole. Les succès du couloir Bamako-Dakar peuvent être réitérés dans d'autres couloirs commerciaux à travers l'Afrique, relançant ainsi le commerce intra-régional, créant de nouvelles opportunités d'emploi, des producteurs plus riches et des consommateurs plus heureux.

José Filipe Fonseca est le Coordinateur principal du programme et Thérèse Burke est Agent de promotion au CTA, Centre technique pour la coopération agricole et rurale. E-mails : burke@cta.int et fonseca@cta.int.

Plus d'informations

Le CTA, Centre technique pour la Coopération agricole et rurale est une organisation internationale sans but lucratif dans le cadre d'un accord conjoint entre l'Afrique, le groupe de pays des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne. La mission du CTA est de promouvoir la sécurité alimentaire, d'accroître la prospérité et d'encourager la gestion de ressources naturelles saines en facilitant l'accès à l'information et aux connaissances, la concertation au niveau des politiques et le renforcement des capacités des institutions et communautés agricoles et rurales des pays ACP. Le CTA donne accès à une large gamme de produits et services dans de nombreux domaines notamment la jeu- nesse et l'agriculture (www.cta.int).



Le PAA : systèmes alimentaires régis par la politique

Catia Grisa, Claudia Job Schmitt, Lauro Fransisco Mattei, Renato Sergio Maluf, Sergio Pereira Leite

10



Photo : IFETAPE and MDS

Paysans de Pernambuco, Brésil

Le Brésil a conçu et mis en oeuvre plusieurs moyens d'action très novateurs pour améliorer la sécurité alimentaire. La plupart d'entre eux tombent sous la rubrique stratégie "Fome Zero" ou "Faim Zero" lancée en 2003, sous la présidence de M. Lula da Silva. Ces derniers ont considérablement réduit le nombre de personnes dénutries dans le pays. Un des éléments les plus importants de cette stratégie est le PAA ou Programme d'Acquisition d'Aliments. Le présent article explique pourquoi une si grande importance lui est accordée.

Le PAA a démarré avec deux objectifs simultanés : améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays et veiller à ce que les exploitations familiales soient renforcées et fassent l'objet d'une plus grande reconnaissance. Etabli en tant que partie de la stratégie "Faim Zero", le PAA concerne plusieurs parties, notamment le gouvernement fédéral et les gouvernements des Etats, les municipalités, les associations d'agriculteurs et les organismes de services sociaux. Le PAA soutient les familles d'agriculteurs en favorisant la création de marchés régionaux qui conviennent mieux aux petits producteurs que les marchés classiques de produits de base. La nourriture est acquise des exploitants agricoles et utilisée par le secteur

public et les organisations de la société civile intervenant dans les programmes sociaux (dans les écoles ou les hôpitaux, etc.). Ces acteurs distribuent les produits aux personnes qui ont des difficultés d'accès à la nourriture ou risquent d'être malnutries. Depuis 2003, plus de 3,5 milliards de *reais* ont été dépensés pour acquérir environ 3,1 millions de tonnes d'aliments (1 *real* = 0,44€). Le programme touche en moyenne près de 160 mille familles d'exploitants agricoles par an. Les aliments ont été distribués par 25 mille organisations environ qui, à leur tour, touchent 15 millions de personnes.

Améliorer l'agriculture familiale...

Le PAA a été établi en vue de garantir, aux personnes confrontées à l'insécurité alimentaire ou nutritionnelle, l'accès à un approvisionnement régulier en aliments de haute qualité et d'améliorer l'insertion sociale dans les zones rurales. Le PAA a amélioré l'agriculture familiale par la création de nouveaux marchés et le renforcement de ceux qui existent déjà, la garantie des ventes à des prix plus élevés et la promotion de pratiques et produits traditionnels et régionaux.

Le programme permet de restaurer ou de recréer une "vie à la paysanne", une approche de l'agriculture qui a, pendant longtemps été

érodée par la "modernisation de l'agriculture". Depuis les années 1960, les agriculteurs du pays ont été poussés vers la spécialisation, la monoculture et la production de produits de base qui ont tous augmenté leur vulnérabilité. Le PAA stimule un "contre-mouvement", qui aide les agriculteurs à diversifier leur production. Le PAA achète une gamme variée de fruits, légumes, de produits transformés et de produits d'origine animale. Cela a également revalorisé les produits locaux qui ont peu ou pas de valeur commerciale dans les marchés des produits de base. La recherche menée dans l'Etat de Rio Grande do Norte, par exemple, a montré que 42% des agriculteurs participants ont commencé à cultiver de nouveaux produits à la suite du programme. Cette diversification a permis de mieux stabiliser leurs revenus et de compenser ainsi le caractère saisonnier de la production de produits de base, les risques climatiques, financiers et autres impliqués. En conséquence, les agriculteurs sont devenus moins vulnérables et plus autonomes.

L'AAP récompense les agriculteurs qui travaillent selon les principes de la production biologique ou agro-écologique puisque ces agriculteurs préservent l'environnement naturel et la biodiversité locale, utilisent les ressources locales, respectent la diversité culturelle et améliorent les connaissances locales. Le pro-



Photo : FEIAPF and MDS

Repas à l'école

gramme favorise également la production et la distribution des semences de variétés locales, en soutenant la conservation et la gestion de l'agro biodiversité.

... et renforcer la sécurité alimentaire

Le soutien à la production à petite échelle va de pair avec l'encouragement de la consommation des aliments locaux. Ces éléments sont importants dans le maintien des traditions, habitudes et cultures locales qui sont en voie d'être oubliées ou que l'on considère désormais comme un le signe d'un recul. Au nord de l'Etat de Minas Gerais, les associations d'agriculteurs qui font partie du programme ont promu et accru la demande concernant divers fruits (collectivement connus comme *frutas do Cerrado*) qui étaient inconnus de la jeune génération. Ces derniers fournissent à présent une nouvelle source de revenu à de nombreux agriculteurs. A Tenente Portela, municipalité de l'Etat de Rio Grande do Sul, le revenu généré par la commercialisation des produits locaux a permis aux agriculteurs de restaurer des moulins coloniaux d'une grande valeur historique et culturelle qui sont présentement utilisés pour transformer le maïs et le blé en farine. Le programme a promu la dynamisation de nombreuses autres pratiques et aliments régionaux dans ces Etats et dans tout le reste du pays.

Tout aussi intéressant est le changement dans les propres types de consommation des agriculteurs qui sont survenus à la suite du PAA. Les recherches menées dans différentes régions montrent que les agriculteurs qui participent au programme ont commencé à consommer une plus grande variété d'aliments, notamment des aliments qui avaient été moins valorisés ou oubliés. Plusieurs écoles qui recevaient des aliments du PAA ont considérablement changé la composition des mets qu'ils fournissent à leurs élèves. Les élèves qui recevaient d'habitude des aliments industriels, comme les soupes instantanées consomment actuellement une plus grande variété d'aliments frais de haute qualité au cours de leur pause déjeuner. Ces nouveaux repas scolaires ont également augmenté l'acceptabilité des aliments "oubliés" chez les élèves qui, dans certains cas, ont même commencé à demander ces aliments à la maison. Des études laissent entendre qu'à la suite des

repas scolaires améliorés, les enfants étaient moins fréquemment absents et donnaient de meilleurs résultats.

Enfin, les réseaux alimentaires régionaux créés avec le soutien du PAA aident à "restaurer" les liens entre la consommation et la production. Les relations entre les consommateurs et les producteurs ne se limitent pas à des transactions financières, mais permettent aux agriculteurs et aux consommateurs d'exprimer et d'articuler leurs valeurs et besoins, et d'en arriver à comprendre et à respecter ceux des autres parties prenantes. Contrairement aux principaux marchés dominés par de grandes sociétés caractérisées par de grandes distances, la hiérarchie, la durabilité et l'impersonnalité du produit, ces marchés régionaux valorisent la saisonnalité, la proximité, les connaissances locales et les solides relations personnelles.

Développer de nouveaux marchés

Le PAA est un nouveau moyen de soutenir l'agriculture familiale. Sa spécificité réside dans sa façon de cibler directement la commercialisation du produit des agriculteurs. Avec garantie de vente d'une partie de leur produit, les agriculteurs occupent une position plus forte dans leurs autres relations axées sur le marché. Le PAA permet aux agriculteurs de nouer de nouvelles relations de marché, augmentant ainsi leur marge de manœuvre. Le programme fonctionne également comme un mécanisme de soutien des prix, qui achète des produits lorsque les prix des agriculteurs sont bas. Cette option est favorisée par un mécanisme spécial du PAA dénommé "Achat Direct". Dans certains cas, les agriculteurs ont également pu vendre leur produit avant que l'on ne procède aux achats publics. En recevant la notification de "l'arrivée en ville", du programme, d'autres acheteurs apparaissent, donnant ainsi aux agriculteurs une meilleure alternative.

Avant le PAA, de nombreux agriculteurs vendaient leur produit exclusivement aux intermédiaires qui étaient souvent les seuls acheteurs des environs. Cela a créé une situation de dépendance, où les courtiers et autres intermédiaires pouvaient imposer des prix. Avec les achats directs initiés par le PAA, les familles rurales ont pu s'emparer d'une grande

partie de la valeur produite. Dans certaines zones ces acheteurs ont commencé à donner davantage d'argent aux agriculteurs. Dans le nord du Brésil, par exemple, le prix payé par les intermédiaires pour les noix a doublé, passant de 5,00 \$R à 10,00 \$R avant d'atteindre une valeur de crête de 18,00 \$R. Les agriculteurs ont constaté l'accroissement de leurs revenus. Dans certains cas, ils ont pu abandonner leur travail à temps partiel (comme le travail dans de grandes plantations), pour consacrer tout leur temps à travailler dans leurs exploitations agricoles. Des études montrent également un accroissement dans la zone exploitée par les agriculteurs participants.

Le PAA a également amélioré les zones rurales en aidant à développer un type de capital social qui fait souvent défaut dans ces communautés locales. Il a forgé une nouvelle configuration institutionnelle par laquelle les communautés locales peuvent interagir avec les acteurs du secteur public et de la société civile, y compris les acteurs fédéraux et locaux (notamment les ministères, les municipalités et les services de vulgarisation), les mouvements sociaux (syndicats, associations et coopératives) et les ONG, ces différentes configurations sont sensiblement plus horizontales et démocratiques. La flexibilité du PAA permet aux configurations institutionnelles des marchés régionaux d'être adaptées à différentes réalités locales/régionales et de répondre à différents besoins. De plus, bien que les résultats du PAA aient été manifestement meilleurs là où les organisations locales ont été plus fortement impliquées, sa présence a également amené les agriculteurs à établir de nouvelles coopératives ou associations.

Les défis à relever

Il ne fait pratiquement aucun doute que le programme a enregistré des succès considérables, mais certains défis restent à relever. Des évaluations ont montré que le programme a eu des difficultés pour aborder des groupes spécifiques qui ne sont pas bien organisés ou qui ont un accès difficile à l'information (comme les agriculteurs sans terre ou les groupes indigènes). Il y a aussi des problèmes opérationnels et logistiques liés au haut niveau de la bureaucratie qui entraînent des retards au niveau du paiement et du transport, de la distribution ou du stockage des aliments. Le programme a également besoin de plus de fonds pour atteindre davantage de familles agricoles et de consommateurs. Toutefois, les résultats obtenus jusqu'ici, montrent tout ce qui peut être réalisé avec des politiques bien conçues.

Catia Grisa suit actuellement un programme de Doctorat à l'Université fédérale rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ), consulte les programmes de politiques publiques des zones rurales du Brésil et donne des conférences au niveau de différentes universités. E-mail: catiagrisa@yahoo.com.br.

Claudia Job Schmitt, Lauro Fransisco Mattei, Renato Sergio Maluf et Sergio Pereira Leite tous travaillent comme chercheurs à l'Observatoire sur les politiques publiques concernant l'Agriculture (OPPA) à Rio de Janeiro, Brésil.



La Belle de Guinée : une africaine qui s'impose

Maké DANGNOKHO

12

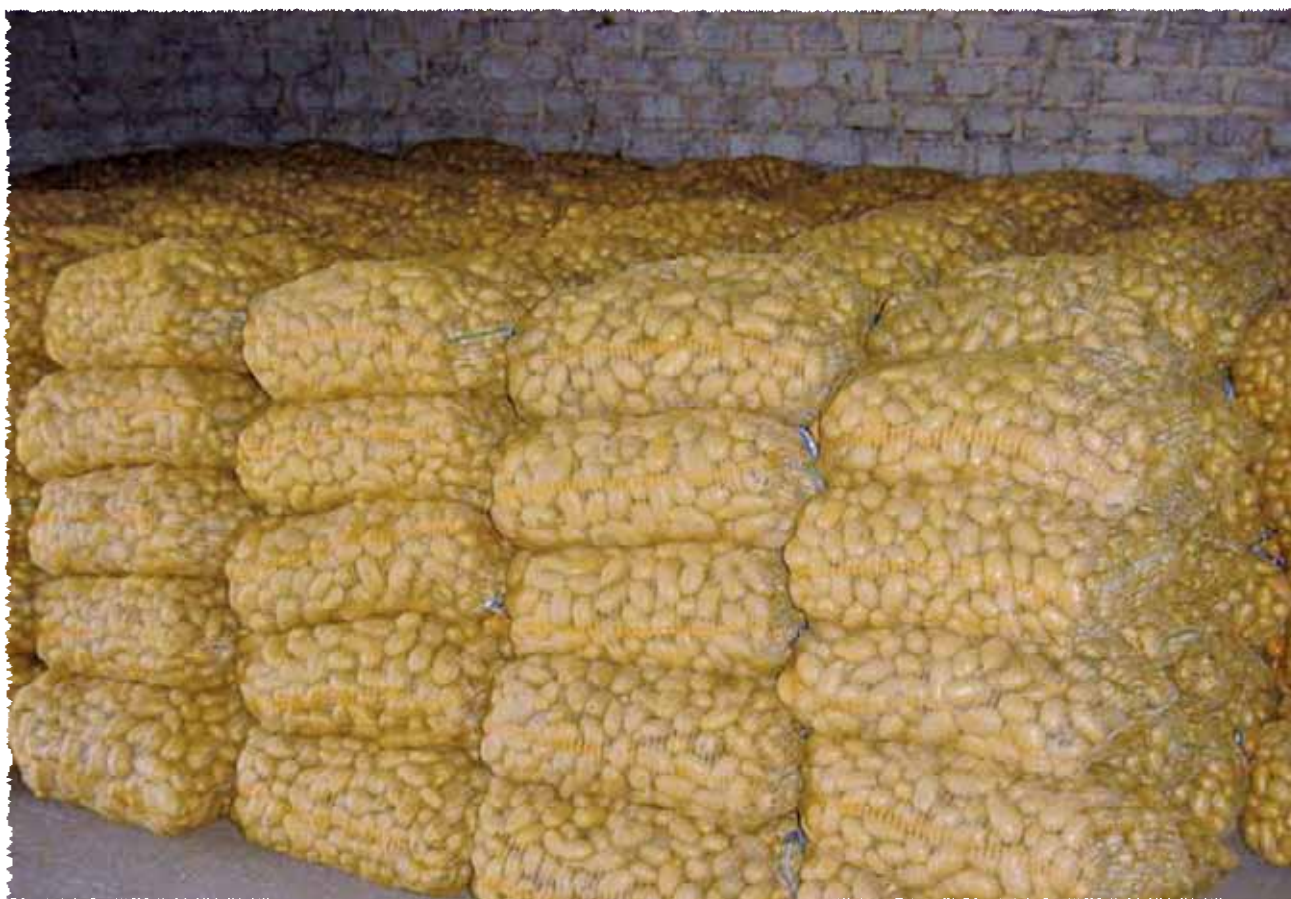


Photo : FFPD

Stock de Belles de Guinée en partance pour les marchés

Malgré son énorme potentiel agricole, l'Afrique continue encore aujourd'hui à importer une grande partie des produits alimentaires consommés. Ce paradoxe est entretenu par la combinaison de plusieurs facteurs dont les plus importants sont sans nul doute des choix de politiques agricoles qui ne donne et pas toujours aux filières locales porteuses toute l'attention qu'elles méritent. L'exemple de la filière de la pomme de terre fournit une bonne illustration de cet état de fait. Encore aujourd'hui, ces importations en provenance des Pays-Bas et de la France surtout, permettent de faire face à la demande en croissance continue.

Il faut toutefois souligner, pour s'en féliciter, l'existence de quelques niches de succès qui montrent que les producteurs africains ont potentiellement la capacité à faire face aux besoins des marchés locaux. Ces succès ont été rendu possibles par l'affirmation d'une réelle volonté étatique, qui s'est traduite par la mise en place de conditions institutionnelles incitatives ayant permis aux organisations de producteurs de bénéficier d'un encadrement technique de qualité de la part de la recherche et des structures de conseil agricole, d'avoir un accès plus facile au crédit ; de bénéficier des mesures de protection face aux produits

importés, de disposer d'infrastructures de stockage et de transport adaptées. C'est l'existence d'un tel environnement qui a permis à la Belle de Guinée de s'imposer aujourd'hui sur le marché national et sous-régional.

Genèse de la Belle de Guinée

La « Belle de Guinée », c'est l'histoire d'une pomme de terre africaine, plus précisément, comme son nom l'indique de la Guinée. Cette pomme de terre lancée par la **Fédération des paysans du Fouta Djallon** a rencontré un véritable succès dans

toute l'Afrique de l'Ouest, **créant au passage des milliers d'emplois**. Au début des années 90, les membres de la Fédération ont reçu des semences venues d'Europe qu'ils ont expérimentées. Il s'en est suivi une bonne production qui a inondé le marché national. Face à ce succès et du fait du plaidoyer des producteurs, l'Etat met en place une mesure de protection de la production nationale par le blocage de l'importation des pommes de terre et la surtaxation de l'oignon importé du 1^{er} février au 30 juin de chaque année jusqu'en 1998. A partir de cette date, il n'y a plus eu de blocage d'importations car les producteurs

sont devenus plus compétitifs sur le marché national.

La belle de Guinée a également très vite acquis une réputation dans la sous région notamment à travers la participation des producteurs aux événements agricoles régionaux comme la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales de Dakar (FIARA). Aujourd'hui elles sont bien présentes dans les marchés de la Guinée Bissau, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Mali pour ne citer que ceux là.

En 2006, « nous avons cherché à obtenir une labellisation de la pomme de terre de Guinée qu'on appelle «la Belle de Guinée», affirme Moussa Para Diallo, président de la Fédération des paysans du Fouta Jalon en Guinée Conakry. Grâce au gouvernement guinéen, les membres de la Fédération des paysans du Fouta – djallon ont labellisé leur produit à l'OAPI (Organisation Africaine de la propriété intellectuelle) dont le siège est basé au Cameroun. La mission fondamentale de l'OAPI consiste à protéger la propriété intellectuelle et susciter l'exploitation commerciale de ses actifs. Selon Moussa Para Diallo, l'appellation «belle de Guinée» est une invention des paysans de la Fédération.

Cette Fédération fait partie des rares organisations paysannes en Afrique de l'Ouest qui ont obtenu de leurs gouvernements le blocage de l'importation et de la surtaxation au moment de la production nationale. Ainsi, la production de pomme de terre est passée de moins de 500 tonnes en 1990, à plus de 20 000 tonnes aujourd'hui. «Incha Allah, nous espérons atteindre plus de 30 000 voire 50 000 tonnes avec l'investissement de l'Etat qui a mis à notre disposition une chambre froide avec le soutien de la Banque Mondiale. Le désenclavement constitue une contrainte mais l'Etat et ses partenaires nous aident en commençant les travaux de réhabilitation. Les marchés de la sous région seront bien servis. Notre ambition est de devenir une véritable organisation économique au profit des adhérents», fait savoir M. Diallo.

Jadis cultivée en Moyenne-Guinée, la Belle de Guinée, en quelques années, s'est étendue à d'autres zones notamment les bas-fonds. De nos jours, elle a gagné les terres argileuses des plateaux. Mieux, elle a conquis le marché intérieur et séduit les consommateurs des pays voisins. Cette pomme de terre a conquis tous les marchés intérieurs au point qu'elle accom-



Photo : FPF

Arrosage des champs de pommes de terre

pagne tous les plats dans les restaurants et hôtels. Selon les dernières statistiques, presque 50 % de la production part vers le Sénégal, la Gambie et le Mali, principaux marchés extérieurs, ainsi que vers la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Liberia. Les marchés ivoiriens et ghanéens pourraient être les prochaines destinations.

Diversification des spéculations

Il faut toutefois souligner que d'autres spéculations sont mises en valeur et commercialisées avec de beaucoup succès. Il s'agit de la tomate, du maïs, de l'oignon et du riz. Malgré le nombre élevé d'intervenants aussi bien dans la production que dans la commercialisation, la Fédération est bien structurée pour le développement de ses activités. Chaque année, les groupements se retrouvent pour évaluer leurs besoins en intrants pour la campagne. Ces demandes sont ensuite analysées et consolidées par le technicien de la fédération avant de les soumettre au bureau de la fédération qui convoque une réunion élargie aux unions pour décider de la faisabilité et de la programmation en vue de la prochaine campagne. Ensuite la Fédération adresse une demande aux intermédiaires commerciaux pour s'informer sur les tendances des prix du marché. Ces informations sont exploitées par les porteurs de projets de la Fédération en vue de la constitution de

leur dossier de demande de prêt auprès des banques. Le rôle de la Fédération, consiste à rassembler les demandes en intrants formulées par les groupements et unions pour la campagne et de les transmettre fournisseurs. Après l'octroi du crédit par les banques, la distribution des intrants suit le chemin inverse. Pour l'année 2012, les banques ont accordé un prêt d'1 million d'Euro à la Fédération

Une ambition réaffirmée

Le président Moussa Para Diallo souhaite vivement que tous les membres de la Fédération des paysans du Fouta Jalon deviennent de véritables professionnels de l'agriculture : «qu'ils soient capables d'aller seuls vers les banques pour emprunter de l'argent ; d'être de véritables interlocuteurs avec les fournisseurs ; d'employer des conseillers techniques dans leur ferme pour diminuer sensiblement le chômage dans notre pays » lance Mr Diallo. L'ambition des producteurs est de moderniser l'agriculture par la mécanisation, tout en diminuant l'utilisation des produits chimiques. S'agit-il d'aller vers une agriculture biologique ? Pour le président de la Fédération des Paysans du fouta Jalon, la priorité est avant tout d'assurer l'autosuffisance alimentaire ; en veillant autant que possible à adopter des pratiques respectives de l'environnement.

L'avenir de la « Belle de Guinée » est certes prometteur. Cependant les producteurs devront surmonter certaines contraintes. Celles-ci sont liées entre autres, à l'enclavement des zones de production, l'accès difficile au crédit, le taux d'analphabétisme élevé des producteurs, l'accès difficile aux intrants de qualité.

Maké DANGNOKHO

Journaliste Assistant à IED Afrique
mamake82@hotmail.fr

La Fédération des Paysans du Fouta Djallon

Fondée en 1991 par quelques paysans dans le but de développer la culture maraîchère dans une région de Guinée surnommée le « Château d'eau d'Afrique de l'Ouest », la Fédération des paysans du Fouta Djallon a su fédérer les énergies afin d'assurer un véritable développement local. Elle a en effet réussi à imposer progressivement la « Belle de Guinée » sur les marchés locaux d'Afrique

de l'Ouest. Mais ce ne fut pas une partie facile puisqu'elle était en concurrence frontale avec les pommes de terre néerlandaises présentes sur le marché à bas prix. La Fédération a su s'imposer avec le soutien technique de l'Agence Française pour le développement et l'action du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD).



Promouvoir la commercialisation du sésame dans les marchés villageois et régionaux

David Dione

14



Visite d'un champs de sésame

Photo: www.cinomade.org

La crise dans les filières traditionnelles qui se manifeste dans plusieurs cas par l'effondrement des prix et la baisse des revenus des producteurs a poussé ces derniers, avec l'appui des structures étatiques et les ONG, à explorer de nouvelles filières pour diversifier les sources de revenus et lutter contre la pauvreté et la précarité en milieu rural. Le sésame fait partie de ces cultures de diversification.

La diffusion systématique a commencé au milieu des années 80 au Sénégal. Au début, elle était considérée comme une culture marginale, essentiellement réservée aux femmes. Aujourd'hui, grâce aux progrès de la recherche et des actions de vulgarisation, la mise en évidence des innombrables propriétés de ce produit et des énormes opportunités de marchés qu'il offre, suscite un regain d'intérêt de plus en plus fort de la part des producteurs, surtout les hommes. C'est pour permettre aux petits produc-

teurs du Département de Foundiougne au Sénégal, de tirer profit de ces opportunités que l'Union des groupements associés du Niombato (Ugan), grâce à l'appui de l'ONG Veco Sénégal, a décidé, de mettre en place un programme d'appui au développement de la filière à travers l'amélioration des conditions de production, de transformation et de commercialisation. La lutte contre la pauvreté doit en effet, commencer par l'éradication des différentes formes de vulnérabilité économiques en milieu rural. Cela doit passer par l'encouragement des producteurs à aller vers des spéculations qui puissent leur permettre d'accroître leur capacité de production et d'acquérir des équipements agricoles plus modernes.

Un marché local porteur mais encore faible

Longtemps négligée, la filière sésame se place de nos jours comme l'une des grandes cultures de rente après l'arachide au Sénégal. Plante annuelle à tige quadrangulaire dont la hauteur varie entre 60 à 200 cm selon les variétés, le sésame est

cultivé maintenant un peu partout sur l'ensemble du territoire national. L'initiative du ministère en charge de l'Agriculture d'encourager les producteurs à l'utilisation des semences améliorées a été fortement appréciée par les cultivateurs car cela leur permet d'augmenter leurs rendements.

Dans le Département de Foundiougne, L'Union des Groupements Associés Niombato (Ugan), qui compte 6 unions membres, fait figure de pionnier. Son initiative pour la promotion de la culture du sésame dans la zone, répond à la fois à des soucis de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres et de création de nouvelles opportunités de diversification de leurs source de revenus.

C'est ainsi que de 2007 à 2010, l'organisation a pu commercialiser près de 800 tonnes de sésame graine sur une production totale en progression constante. Durant la seule année 2011, environ 1000 producteurs membres des différentes unions engagées dans la culture du sésame (5 parmi les 6 que compte UGAN) ont emblavé 1100 ha avec des rendements allant de 300 à 800 kg par ha en fonction des types de sols, des itinéraires

techniques adoptés mais également de la répartition spatio-temporelle de la pluviométrie.

Environ 10% de la production sont transformés ou vendus localement alors que l'essentiel de la production, soit 90% est écoulé en dehors de la zone production. Contrairement aux grandes filières commerciales traditionnelles où les producteurs n'ont aucun contrôle sur le niveau du prix de leur produit, la fixation du prix au producteur pour le sésame est essentiellement faite par l'Union à travers une commission commercialisation représentative de toutes les 6 unions zonales de l'UGAN. Ainsi, à la veille de chaque campagne, cette commission propose un prix de vente sur la base de l'analyse du marché local et international et des prix pratiqués. Cette analyse est faite en s'appuyant sur plusieurs outils dont internet, mais également l'échange d'information avec les autres organisations sous-régionales comme NAWFA en Gambie, engagées dans la commercialisation du sésame. Le prix fixé est ainsi communiqué aux opérateurs privés qui sont intéressés par l'achat du produit. Une telle situation positionne le producteur comme un acteur central de la filière. Cette situation est rendue possible grâce à un environnement international favorisé par une forte croissance de la demande, encore largement supérieure à l'offre disponible. L'existence de cette demande et la disponibilité de fonds pour financer la commercialisation permettent ainsi aux producteurs d'obtenir des prix suffisamment rémunérateurs.

A titre d'illustration, les prix au producteur sont passés de 200 FCFA le kg (environ 0,45 US\$) en 2006 à 350 francs CFA le kg (0,78 US\$) en 2010. Pour cela l'UGAN procède à une contractualisation annuelle avec des opérateurs présents sur le territoire. Ainsi, la culture du sésame occupe



Photo: www.cinemade.org

Paysan montrant les graines de sésame

une place de plus en plus importante dans l'économie des villages de Foundiougne.

Il faut également souligner que l'appartenance à une union permet aux producteurs de renforcer leur pouvoir de négociation face aux opérateurs privés. En l'absence d'une telle forme d'organisation, la forte atomisation du secteur avec plusieurs petits producteurs constituerait un important facteur de vulnérabilité.

Les femmes au cœur de la filière

Environ 45% des producteurs sont des femmes. Elles sont des acteurs clés de la filière et s'occupent principalement de la transformation (huile de sésame, croquettes ou gâteaux, cosmétiques etc.). Plusieurs sous-produits transformés sont obtenus : huile, tourteaux, produits cosmétiques, etc. Afin de faciliter la transformation locale, l'Union a installé 13 unités de trituration dans la zone. Cela permet de renforcer la présence des femmes tout le long de la chaîne de valeur tout en contri-

buant également au développement de l'artisanat local.

Il faut cependant souligner que le potentiel de développement du marché nationale reste encore très élevé. Plusieurs initiatives et mesures sont prises aujourd'hui pour renforcer la pénétration de ce marché. Il s'agit entre autres de l'organisation de la commercialisation avec la construction de 5 magasins de stockage dans les unions, la mise à disposition de tables d'expositions, et de presses manuelles ; la production d'émissions radio pour la vulgarisation de la culture du sésame. En outre, l'Union organise chaque année une journée du « consommer sésame » à Sokone. Cette foire destinée aux restaurateurs, aux femmes, aux hôteliers, aux autorités locales ou aux ONG vise à susciter une demande supplémentaire en présentant les différentes possibilités de transformation du produit. Cette céréale entre dans la production de plusieurs produits alimentaires. Aujourd'hui l'Union a formé environ 60 femmes-relais chargées d'expérimenter et de diffuser les recettes à base de sésame dans la zone. Il est à espérer que ces différentes initiatives contribueront à l'augmentation de la production et de la consommation locales.

Aujourd'hui on remarque un développement de la filière d'exportation avec plusieurs acteurs à l'appui. Une bonne partie de la production de l'UGAN est commercialisée en Gambie. La filière sésame constitue incontestablement une des principales sources de revenus pour beaucoup de ménages à Foundiougne et environs. C'est pourquoi, elle a besoin de s'appuyer sur une bonne volonté des pouvoirs publics et une vision politique claire pour son développement.

David DIONE
Coordinateur de l'UGAN
uganassos@yahoo.fr

VECO : pour la promotion de l'agriculture familiale

VECO est le bureau régional du Sénégal, de la Gambie et du Mali, de l'ONG belge Vredeseilanden. Elle soutient des programmes de développement à travers ses 7 bureaux régionaux, en Afrique, Asie et Amérique Latine et coopère étroitement avec 152 organisations spécialisées dans le développement dont le tiers est constitué d'organisations paysannes.

Dans sa vision, Vredeseilanden imagine un monde dans lequel les exploitations familiales revendiquent leurs droits à disposer de sources de revenus durables. Elles s'épanouissent dans le cadre d'activités agricoles durables, menées d'une manière qui soit à la fois économiquement rentable et bénéfique pour l'environnement, le progrès social et la culture locale.

Dans le cadre de cette vision, elle s'est donnée comme mission de contribuer au développement de moyens de subsistances viables au profit des exploitations agricoles familiales organisées, au Sud comme au Nord et a choisi de placer les exploitations agricoles familiales ou les agriculteurs familiaux au centre de sa mission.

Pour contribuer à l'amélioration de la situation des exploitations familiales, VECO a adopté l'approche chaîne agricole (filière) qui va de la production à la consommation. La demande des consommateurs et les marchés étant les principales forces régissant ces chaînes, Vredeseilanden facilite dès lors des initiatives de commercialisation identifiées et définies par les agriculteurs.



Face à la crise du café : nouer des alliances entre producteur et consommateur

Roberta Jaffe, Devon Sampson et Annie Shattuck

16



Photo: Annie Shattuck

Arjun Ponambalum, un des stagiaires de la coopérative de café avec Clementino Rosales, Berta Alicia Rosales et Maximina Mendoza, tous membres de El Sincuyo

En 2001, les prix mondiaux du café ont dégringolé, atteignant leur plus bas niveau historique, anéantissant les familles agricoles qui vivent du café, ainsi que leurs communautés, dans ce qu'il est convenu d'appeler la « crise du café ». Par nécessité, de nombreuses familles agricoles ont abandonné leurs communautés en quête d'un travail salarié, tandis que d'autres ont coupé leurs plants de café et les arbres d'ombrage pour en faire du fourrage. L'émigration a eu un effet néfaste sur l'intégrité des communautés productrices de café au Mexique et en Amérique centrale ; la déforestation a menacé la biodiversité et les flancs de coteau sans arbres et victimes du piétinement ont commencé à s'éroder sous l'action des pluies tropicales.

La même année, un groupe de chercheurs a formé un réseau basé sur des relations de longue durée avec diverses communautés agricoles latino-américaines, toutes victimes des effets de la chute des prix du café. Ils ont constitué le réseau CAN (*Community Agroecology Network* – Réseau agroéco-

logique communautaire), une organisation à but non lucratif, pour se soutenir, partager des connaissances et informations avec les communautés agricoles et promouvoir l'autonomisation au niveau local et la préservation de la biodiversité. Parmi les communautés associées au réseau CAN, quatre produisent et exportent

du café. Dans leurs discussions avec les chercheurs, les communautés du Costa Rica, du Nicaragua, du Salvador et du Mexique ont affirmé que la recherche de marchés stables alternatifs était leur priorité. Peu de temps après, CAN s'est assigné comme mission de constituer des marchés alternatifs mettant en rapport producteurs et consommateurs de café le plus directement possible, afin qu'ils puissent vendre une partie de leur production en dehors du marché mondial du café fluctuant et jouir d'avantages économiques plus importants. CAN est aujourd'hui un réseau d'agriculteurs, de chercheurs, d'étudiants et de consommateurs très dynamique, entretenant des liens avec l'Université de Californie à Santa Cruz (UCSC), l'Université du Vermont, cinq communautés mexicaines et d'Amérique centrale, trois coopératives

de café et de nombreuses organisations paysannes.

Beaucoup de coopératives de café associées au réseau CAN sont déjà certifiées FLO (*Fairtrade Labelling Organizations*). La quantité de café du commerce équitable vendue dans le monde connaît une hausse spectaculaire, mais le mécanisme de certification a récemment fait l'objet de critiques acerbes pour son incapacité à suivre le rythme de l'inflation et les coûts de production en hausse, mais également pour ne pas avoir tenu ses promesses de faire sortir les agriculteurs de la pauvreté. Le réseau CAN essaie de porter l'« équité » plus loin en créant une méthode de commercialisation du café similaire à un marché local des agriculteurs comme alternative au système mondial contrôlé par les multinationales. Au niveau du marché des agriculteurs, les ventes sont directes et les prix sont généralement meilleurs pour le consommateur et le producteur. En outre, les opportunités d'échanges directs sont nombreuses. Comme la plupart des amateurs de café vivent loin des exploitations agricoles et que les ventes directes, sans intermédiaire sont presque impossibles, le réseau CAN a développé un autre modèle de commerce du café appelé « *Fairtrade-Direct* » (Commerce équitable direct).

Deux modèles de Fairtrade-Direct : Valeur ajoutée et intéressement aux bénéficiaires

En tirant parti de la fiabilité du système postal du Costa Rica et de la capacité à torréfier le café localement, le réseau CAN a aidé la coopérative d'Agua Buena à mettre sur pied un système lui permettant d'envoyer du café, torréfié et emballé, directement aux consommateurs des Etats-Unis. Pour 11 \$ EU (livraison comprise), les consommateurs reçoivent une livre (environ 450 grammes) de café frais expédié dans leur boîte aux lettres. Une fois toutes les charges payées, la coopérative obtient un bénéfice net d'environ trois dollars par livre de café torréfié. A Santa Cruz, une petite équipe d'étudiants et de nouveaux diplômés s'occupent de la logistique relative à l'importation : commandes, gestion des paiements, formalités juridiques et rôle d'intermédiaire entre les consommateurs et les producteurs de café. Le réseau CAN apporte également son assistance en enregistrant chaque commande auprès de la *Food and Drug Administration* pour respecter les exigences du gouvernement américain en matière d'importation de produits alimentaires. Les fonds basés sur les commandes reçues sont virés chaque mois dans le compte bancaire de la coopérative. Ils comprennent les frais de torréfaction, de conditionnement, de livraison et les bénéfices. Le réseau CAN

appelle ce modèle « valeur ajoutée », car en vendant un produit, et non une matière première, directement aux consommateurs, la communauté peut conserver en son sein la valeur liée à la torréfaction, au conditionnement et à la distribution. Au Nicaragua et au Salvador, la nécessité d'un marché plus direct est tout aussi urgente, mais le système de courrier n'est pas suffisamment fiable pour reproduire le modèle de valeur ajoutée. Le café est plutôt expédié brut (vert et non torréfié), en vrac, dans un conteneur, en même temps que du café destiné à un importateur basé aux Etats-Unis. Dans ce modèle « d'intéressement aux bénéficiaires », le café vert est acheté au prix minimal certifié ou supérieur du commerce équitable, puis torréfié et conditionné dans la zone de Santa Cruz. Après l'opération de vente aux consommateurs, la moitié des bénéfices est virée aux coopératives, avec un rapport détaillé des ventes et des coûts d'importation, de torréfaction et de conditionnement. Au cours des trois dernières années, le réseau CAN a pu générer un rendement de 2 \$ EU par livre de café vert (plus que le prix minimal certifié du commerce équitable qui est de 1,51 \$ EU pour le café bio) au profit des coopératives partenaires du Nicaragua et du Salvador. L'engagement à l'égard de la transparence, les relations personnelles et l'enregistrement d'une plus grande partie de l'argent encaissé au détail au profit des coopératives d'agriculteurs est essentiel dans les deux modèles.

Education par l'action

Fairtrade-Direct comprend également une composante « éducation par l'action », dans laquelle des étudiants stagiaires contribuent à la pérennisation et à l'amélioration du modèle d'échange. Les étudiants du premier cycle universitaire, effectuant un stage dans les bureaux de CAN à l'Université de Californie à Santa Cruz ou auprès d'organisations partenaires dans les communautés agricoles, se sont engagés dans une initiative d'« éducation par l'action », définie comme un type d'éducation avec un objectif et un apprentissage par l'action. Les étudiants apprennent en travaillant sur le marché direct et ce dernier se développe suivant leur créativité. L'expérience d'un étudiant débute souvent à UC Santa Cruz, où il effectue une bonne partie des tâches quotidiennes de l'organisation, puis se poursuit sous la forme d'un stage d'étude de terrain au Mexique ou en Amérique centrale. A Santa Cruz, un stagiaire peut élaborer des plans marketing, rédiger des documents de promotion, travailler dans un stand au marché des agriculteurs locaux, rédiger des demandes de subventions et même se familiariser à la bureaucratie de l'Etat en matière d'importation. Toute cette éducation pratique constitue un apport inestimable à l'enseignement souvent

passif dispensé dans les amphithéâtres. Les étudiants vivent et travaillent avec cinq agriculteurs et leurs organisations. Ils partagent leurs habitudes quotidiennes, travaillent sur des projets demandés par la communauté, s'alignent sur les programmes de recherche en place ou les recherches de thèse, ou encore acquièrent une expérience pratique en développement rural auprès d'une organisation paysanne. Les étudiants consacrent du temps aux travaux agricoles en compagnie des familles agricoles. Les frais de stage constituent une contribution salubre aux moyens de subsistance des agriculteurs et les indemnisent à juste titre en tant qu'éducateurs. Quant à la prise en charge des étudiants, elle fait partie des droits d'inscription et frais de subsistance dans une université publique. Autant le programme Fairtrade-Direct bénéficie aux consommateurs et aux producteurs, autant l'expérience du stage de terrain représente une coopération mutuellement bénéfique entre les agriculteurs et les étudiants.

Malgré son existence relativement récente, ce modèle éducatif a produit des résultats positifs. Les stagiaires ont contribué au développement du marché direct, avec un rendement de 100 000 \$ EU par an pour les coopératives. L'essentiel de l'expansion du marché s'est déroulé en 2004. Après une campagne ciblée menée par les étudiants, l'UCSC a commencé à acheter 50 % du volume total de son café destiné aux réfectoires et roulottes-café (buffets roulants) auprès des coopératives partenaires du réseau CAN au Salvador, au Nicaragua et au Costa Rica. Grâce à leur engagement pour ce café et d'autres politiques d'approvisionnement local, les services de restauration de l'UCSC sont devenus un modèle national de prestation de services alimentaires responsable du point de vue écologique et social. L'intégration de la méthode « éducation par l'action » et du marketing direct est importante car elle fournit à tous les participants des opportunités d'échanges interculturels et de compréhension du marché.

Recherche-action participative

Les programmes marketing et d'éducation sont le résultat des relations de longue durée entre les chercheurs, agriculteurs et organisations paysannes affiliés au réseau CAN. La confiance et l'engagement qui se sont développés au fil des années ont permis d'établir des liens entre le commerce alternatif et les pratiques agricoles durables dans ces écosystèmes ultra sensibles. Les chercheurs utilisent la « Recherche-Action Participative » (RAP) pour générer des informations que la communauté jugera utile pour son propre développement.

Les chercheurs abordent leur travail comme un cycle, par l'identification, dans le cadre d'une collaboration, des sujets de préoccupation sur lesquels la recherche est axée, la répercussion des résultats préliminaires sur la communauté impliquée, la création d'étapes pour une action concrète et le partage des résultats de la recherche avec toutes les parties impliquées. Dans la méthode RAP, les données permettent de jeter les bases des décisions communautaires relatives au développement durable.

Fairtrade-Direct sur le terrain

Toutes ces activités ont pour but de reconnecter les deux plus importants acteurs du système alimentaire, à savoir les producteurs et les consommateurs. L'augmentation des frais d'expédition dans le modèle de valeur ajoutée a entravé les efforts visant à maintenir le prix à un niveau équitable pour les consommateurs et les producteurs. Bien que le volume des ventes du réseau CAN soit relativement bas comparé à la production totale de chaque communauté, les trois communautés partenaires qui participent au marché direct ont gagné un montant considérable en 2007. Au fur et à mesure que ces modèles se renforcent, que le marché direct se développe et que les organisations de producteurs deviennent plus solides, il est possible de porter encore plus loin ce type de marché alternatif.

L'impact le plus important de ce modèle de marketing s'est noté chez les agriculteurs de la zone d'Agua Buena au Costa Rica. Ils sont en mesure de livrer leur café par courrier directement aux consommateurs américains. En 2004, un groupe de 50 familles agricoles a formé une nouvelle coopérative, *CoopePueblos*, après la faillite de leur grande coopérative régionale en raison de la crise et de la mauvaise gestion du café. Cette nouvelle coopérative s'est engagée dans des pratiques durables et est parvenue à fournir à ses membres des gains plus élevés que les autres coopératives de la région grâce aux revenus accrus issus du marché direct. La coopérative travaille en étroite collaboration avec le réseau CAN dans la planification des stratégies marketing et l'éducation des consommateurs. Par le biais du partenariat dans le marketing direct, les agriculteurs maîtrisent les demandes des consommateurs, développent des relations à long terme avec les étudiants et les consommateurs et s'enorgueillissent de la qualité de leur café et de leur capacité à en assurer la livraison. Les avantages économiques de ces efforts sont ressentis au-delà de l'exploitation agricole étant donné que tous les coûts liés à la valeur ajoutée restent dans le pays d'origine.

Pour les consommateurs, ce modèle permet de s'engager dans des réseaux commerciaux alternatifs. Les consommateurs du réseau savent d'où provient le café et ont l'opportunité de s'engager davantage avec les agriculteurs. Lors de la récolte du café, un agriculteur sait qu'il est destiné à une personne qui est consciente de sa qualité. Selon les termes d'un agriculteur de *CoopePueblos*, « je souhaite vendre mon café à des clients spéciaux qui savent que nous produisons de manière durable ».

En conclusion, il est important de se demander si ce modèle alternatif peut se développer pour vendre davantage de café des coopératives. Toutes les coopératives actuellement partenaires du réseau CAN souhaiteraient augmenter leurs volumes de vente à travers ce marché et, bien entendu, beaucoup d'autres communautés peuvent potentiellement tirer parti de ce réseau. Dans les prochaines années, le potentiel de collaboration avec les sociétés de café socialement responsables fera l'objet d'une étude pour proposer une marque fondée sur la préservation et le renforcement de la biodiversité et l'amélioration des moyens de subsistance des producteurs de café. Nous espérons un jour voir ce modèle se développer dans le cadre de collaborations avec d'autres communautés de producteurs. Les produits actuellement commercialisés sous d'autres modèles du commerce équitable, tels que le cacao et le thé, ainsi que d'autres produits spéciaux cultivés dans les régions tropicales pourraient facilement être introduits dans le « marché mondial des agriculteurs ».

Roberta Jaffe, Devon Sampson et Annie Shattuck.
The Community Agroecology Network. P.O. Box 7653,
Santa Cruz, California 95061-7653, U.S.A.
E-mail : info@communityagroecology.net

Références

- Bacon, C., V.E. Mendez et M. Brown, 2005. **Participatory action research and support for community development and conservation: examples from shade coffee landscapes in Nicaragua and El Salvador.** Center Research Brief #6. Center for Agroecology and Sustainable Food Systems, University of California Santa Cruz, Santa Cruz, California, U.S.A.
- Holt-Giménez, E., I. Bailey et D. Sampson, 2007. **Fair to the last drop: Corporate challenges to Fair Trade coffee.** Development Report #17. Food First/ Institute for Food and Development Policy. Oakland, California, U.S.A.
- Jaffe, R.M. et C. Bacon, 2008. **From differentiated coffee markets towards alternative trade and knowledge networks.** In: Bacon, C.M., V.E. Méndez, S.R. Gliessman, D. Goodman et J.A. Fox (eds.), *Confronting the coffee crisis: Fair Trade, sustainable livelihoods and ecosystems in Mexico and Central America.* MIT Press, Cambridge, Massachusetts, U.S.A.

La méthode RAP en action

Tacuba est une petite communauté productrice de café située dans l'ouest du Salvador. Les coopératives d'agriculteurs collaborant avec le réseau CAN à Tacuba longent toutes le Parc national *El Imposible* et offrent une importante zone tampon écologique à la plus grande aire protégée du pays. Le chercheur Ernesto Méndez mène une recherche-action participative dans cette communauté depuis plus de dix ans. La recherche initiale de Méndez décrit la diversité des arbres d'ombrage dans les champs de café et la manière dont la propriété foncière, l'accès au marché et la gestion des coopératives affecte la diversité au niveau de l'exploitation agricole. Tous les objectifs de la recherche ont été définis avec les agriculteurs conjointement. Il a utilisé les informations sur la gestion locale des arbres d'ombrage afin d'aider les agriculteurs à améliorer les méthodes agroécologiques. Il a associé la recherche relative aux avantages économiques et écologiques de diverses exploitations agricoles avec les ressources pour aider les agriculteurs à accéder aux marchés directs des Etats-Unis et à nouer des relations avec les torréfacteurs-importateurs. En étudiant les organisations paysannes, il a accompagné les agriculteurs locaux dans la formation d'une fédération de coopératives plus grande (processus ayant duré six ans) afin que les agriculteurs puissent exporter sans intermédiaire. Dans ce cas, tout le processus RAP a généré de nouvelles connaissances et un changement social positif, ce qui est l'objectif de tout projet de recherche-action. Enfin, la recherche permet d'appuyer les coopératives financièrement, par le biais de stages et d'études à l'étranger dans lesquels les agriculteurs partagent les revenus.

Visitez
la page web
de AGRIDAPE
<http://agridape.leisa.info>

Partenariat urbain rural : Une niche pour l'agriculture biologique

Farama Diedhiou



Photo : AGRECOL

Le restaurant biologique s'apprete à accueillir ses clients pour le déjeuner

L'idée de développer une nouvelle forme de relation entre ruraux et citadins (urbains) est née de « l'injustice » constatée à la périphérie des villes. En effet, l'histoire de l'urbanisation montre que les villes sont nées du fait d'un surplus de production agricole et que les acteurs devaient trouver un lieu d'échange de produits ; ce qui a fait naître des métiers connexes (transport, restauration, manœuvre, hébergement, ...). Malgré l'existence de ces deux formes de vie (ville et campagne) des relations existent toujours. Elles se sont diversifiées et complexifiées d'autant que souvent les villes empiètent sur les zones rurales connexes.

Ainsi, chaque matin, à Thiès, deuxième ville du Sénégal, comme, sans doute, dans toutes les grandes villes, les ruraux envahissent l'entrée des villes pour écouler certains produits (céréales, volaille, petits ruminants) et en acheter d'autres pour leur consommation courante/denrées de premières nécessité (riz, huile, épices...). Ne connaissant pas les rouages de la ville, jungle urbaine, les ruraux sont souvent les perdants de mauvaises pratiques commerciales et

deviennent de plus en plus pauvres : comme alternative c'est l'exode rural au détriment des productions primaires.

Lorsque l'ONG AGRECOL s'est installé en 1996, elle a beaucoup plus fait de la communication et de la formation que de la production. C'est à partir de 2001-2002 que les activités d'appui à la production ont réellement commencé. Onze quartiers périphériques de la ville de Thiès ont été ciblés. Beaucoup de séances d'animation sur l'agriculture biologique et le commerce

équitable (CE) pour leur faire comprendre et s'approprier des concepts et principes qui les sous-tendent ont été organisées. Des systèmes de crédit sans intérêt ont été mis à leur disposition pendant 3 ans pour développer des AGR en attendant une maîtrise de la production et des producteurs en milieu rural. En plus de cette sensibilisation, des voyages culturels, culturels et économiques sont organisés dans plusieurs localités du pays pour revisiter les fondements, valeurs et traditions locales et nouer des partenariats.

REFABEC, un réseau pour l'entreprenariat biologique

A partir de 2005, un nombre conséquent de producteurs a été formé et est capable de fournir suffisamment de produits pour jeter les bases d'un début d'échanges entre urbains et ruraux. Lorsque les relations commerciales ont commencé à prendre forme, bien entendu avec un soubassement équitable, il fut urgent de réunir les clubs bio en réseau pour faire des commandes groupées, pour se faire représenter dans de plus hautes instances (ou manifestations) mais aussi et surtout pour permettre aux producteurs ruraux d'avoir un seul interlocuteur. C'est ainsi que le REFABEC est né en Mai 2005 après que les clubs Bio aient organisé avec brio la première foire nationale de produits biologiques et naturels (mars 2005) L'objectif de la création du réseau et surtout celui du programme était de motiver la production agricole au niveau de l'exploitation familiale et de faciliter son écoulement en milieu urbain par le biais de la couche « hybride », afin d'améliorer les revenus des cibles de façon équitable et écologique.

Les leçons tirées de l'événement ont suscité la création du marché hebdomadaire de produits biologiques tous les samedi depuis Mai 2005 concomitamment à 2 boutiques de quartier qui vendent les mêmes produits que le Magasin d'Approvisionnement en Produits Biologiques logé dans un compartiment de l'ONG AGRECOL. Le MaProBio, créé en juillet 2005, permet aux femmes de stocker et vendre les produits naturels transformés ou non et de faciliter leur accès à la clientèle qui a dans un premier temps déplore l'insuffisance de la foire et ensuite celui du marché hebdomadaire.

Le marché hebdomadaire se tient sur le terre-plein situé dans le quartier Dixième, à 300 m du marché central de Thiès. Une vingtaine de femmes sont directement approvisionnées en fruits, légumes, céréales, tubercules et autres produits par des producteurs/trices basées en campagnes ou dans la zone périurbaine. Elles bénéficient d'un accompagnement de AGRECOL 1) pour garantir la traçabilité et la qualité des produits et 2) pour la structure des prix qui doivent rester équitables et accessibles.

La même année, REFABEC a lancé un restaurant biologique « Le Tikaara » sur la grande place de Thiès et sa réputation s'est vite établie. C'est devenu un lieu de passage des voyageurs transitant par la ville aux deux gares. De plus, le restaurant bio a permis de découvrir une niche inattendue. Le diabète est une maladie quasi endémique au Sénégal et nécessite un régime équilibré. Ainsi, une clientèle spéciale s'est formée autour du restaurant. Le restaurant est entièrement approvisionné en poulets, céréales (mil et riz) et légumes par des producteurs en partenariat avec le

REFABEC et vend près de 1000 plats par mois. La plumeuse, installée en octobre 2004 y trouve son premier client. Il s'agit d'une machine fonctionnant avec de l'électricité et qui permet d'enlever les plumes d'une volaille en moins d'une minute.

Le marché hebdomadaire et la plumeuse sont les vrais illustrations du partenariat public privé. En effet, le marché se tient sans taxe mais en contre partie, il permet à la mairie d'assurer un revenu minimum à quatre jeunes de la ville qui sont chargés d'installer et de désinstaller les stands chaque jour. Dans sa mission de conduire le développement économique et social de la commune, la mairie a choisi une citoyenne méritante pour gérer le stand.

Les effets bénéfiques des entreprises communautaires

La gestion de ces entreprises était au départ assuré par AGRECOL, mais désormais, le REFABEC est devenu un entrepreneur communautaire qui gère les boutiques de quartier, le MAProBio, le restaurant et la plumeuse. L'ONG offre simplement le cadre d'organisation des réunions de quinzaine, le local du MAProBio et la gestion des partenariats. De plus, de vrais gestionnaires d'entreprises sont formés à travers ses initiatives. Ainsi, le MAProBio est géré par deux filles recrutées par le REFABEC et qui sont rémunérées au prorata des ventes qu'elles ont effectuées dans le mois. Ces femmes disposent ainsi d'un outil qui leur permet de créer des richesses sans utiliser 100% de leur temps de travail. Le restaurant emploie 11 filles provenant des villages et des couches défavorisées qui y gagnent leur vie y compris des handicapées physiques. La plumeuse emploie 5 femmes qui assurent la finition (gestion des entrailles et autres déchets du poulet puis emballage). Sur le plan financier on peut retenir qu'au niveau de la plumeuse, et du Tikaara qu'en plus des indemnités mensuelles, la situation annuelle permet à chaque femme d'obtenir plus de 100 000f CFA (environ 150 Euros), idem pour la gérante du MaProBio. Le marché hebdomadaire d'une vingtaine de tables (étales) dégage plus de 250 000f/semaine. Les femmes du marché avaient toutes reçu le même montant pour fonds de démarrage. Elles ont réussi à le fructifier. Le marché hebdomadaire a permis l'intégration définitive du commerce dans les activités de 11 femmes. On est arrivé à un changement de standing fulgurant au-près de certaines femmes. A titre d'exemples l'une des femmes a développé une ligne d'habillement (traditionnel et moderne), une autre a ouvert un restaurant biologique hors de la ville dans une zone non couverte par le programme.

Une évaluation à proprement parlée n'a pas encore été faite en milieu rural, mais

la fidélité de leurs fournisseurs (ruraux) atteste de la rentabilité du système également en milieu rural. Aujourd'hui, il existe près de 08 communautés rurales partenaires du REFABEC pour la commercialisation de leurs produits. Cela booste leur engagement pour l'agriculture biologique. Plusieurs ménages ruraux se sont spécialisés dans des productions commerciales pour approvisionner les clubs Bio. Dans le domaine avicole par exemple, il y a eu une amélioration des races et le perfectionnement des poulaillers avec 50% de contre partie des bénéficiaires mobilisés très facilement.

De plus, les témoignages de producteurs sont réconfortants : a) un homme « lorsque qu'on a commencé à travaillé avec vous d'autres paysans nous disaient – vous perdez votre temps, ceux là ne veulent pas votre évolution, ils vous ramènent au passé-. Aujourd'hui, le nombre de membres de la Coopérative des Producteurs Biologiques de l'Arrondissement de Notto (COPEBAN) est à la hausse et en saison des pluies chacun fait une économie minimale de 25 000FCFA, destinée à l'achat d'engrais ; b) une femme « c'est en travaillant avec vous que j'ai pu achever la construction de cette case et acheter ces deux brebis. Je travaille avec moins de peine, j'apprends beaucoup et je gagne beaucoup. Cependant, il faut nous faciliter l'accès aux biopesticides. c) un homme « Ce qui me plait en travaillant avec vous c'est le fait de nous laisser découvrir par nous-mêmes les meilleures pratiques ; ça prend du temps mais c'est plus durable ; nous devons simplement observer notre environnement immédiat pour être en harmonie avec le climat et bien produire

Conclusion

Au Sénégal, les gens accèdent difficilement à l'information et sont très exposés aux aléas variabilités climatiques qui conditionnent leurs activités et donc leur existence. Toutefois, la volonté et l'envie de travailler sont manifestes. Ils ont juste besoin de soutien et d'un peu d'encadrement pour faire des merveilles autant dans les innovations, l'adaptation que la qualité productive. Dans l'expérience de mise en communs entre urbains et ruraux de Thiès, les derniers nommés ont su tirer et orienter la locomotive. De plus, cette expérience a permis de lever un autre préjugé : celui qui consiste à considérer l'agriculture biologique comme prioritairement orientée vers la satisfaction de marchés extérieurs. Ici, c'est une réelle dynamique qui s'est mise en place pour la mise en place d'une chaîne de commercialisation et de consommation locale.

Famara Diédiou

Ancien chargé de programme AGRECOL Afrique
BP: 347 Thiès SENEGAL
dfamara@hotmail.com

Savoirs locaux et apprentissage du partenariat dans la gestion des écosystèmes forestiers humides au Cameroun

Bidzanga N. L., Kalms J.M., Havard M., Njoya A.



Photo : Auteurs

Pêche traditionnelle zone forestière Cameroun

Les écosystèmes forestiers humides du Cameroun subissent une pression accrue sur les ressources forestières et sur la terre liée à l'augmentation rapide de la population. Les agriculteurs s'adaptent en mobilisant leurs savoirs et développant des pratiques innovantes de gestion des écosystèmes forestiers dont la durabilité est mise en cause. Pour accompagner les agriculteurs dans ces évolutions, l'Association pour le développement des exploitations agricoles du centre (ADEAC) au Cameroun, en partenariat avec la recherche et les producteurs, met l'accent sur le renforcement des capacités des agriculteurs et des animateurs paysans dans la gestion de ces écosystèmes forestiers.

Dans les écosystèmes forestiers d'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'agriculture traditionnelle de subsistance a évolué au cours de la période coloniale (1931-1960) vers une agriculture marchande avec l'introduction du cacao et du café. Après les indépendances, les Etats se sont fortement impliqués dans la création de nouvelles plantations agroforestières à base de cultures pérennes. Au Cameroun, depuis les années 90 et la crise du café et du cacao, les cultures vivrières (racines, tubercules, plantain, maïs, riz et arachide) et fruitières marchandes se développent pour approvisionner les marchés urbains. Mais, au cours de cette période, le quasi doublement de la population rurale et le maintien des pratiques de

l'abattis brûlis ont accru la pression sur les ressources forestières, notamment faunistiques, mais aussi sur la terre : doublement des superficies des agroforêts et des plantations pérennes, réduction importante du temps de jachère qui ne permet plus la restauration de la fertilité des sols. Les agriculteurs s'adaptent en mobilisant leurs savoirs et en mettant en œuvre des pratiques innovantes ; ils développent aussi leurs systèmes d'activités et émigrent temporairement pour compléter le revenu de leurs ménages.

Dans le même temps, la recherche agronomique a développé des itinéraires techniques visant une augmentation de la production agricole et la gestion durable des



Rencontre paysans chercheurs village Mvan

écosystèmes cultivés. Mais ces itinéraires sont peu ou pas mis en œuvre pour des raisons :

- structurelles, telles la fluctuation importante des prix, un dispositif d'encadrement basé essentiellement sur des relations à sens unique où la recherche met au point, le développement diffuse et les agriculteurs adoptent, ne permettant pas de responsabiliser les agriculteurs, ni de prendre en compte leurs savoirs et connaissances,
- et conjoncturelles : l'accès au crédit et aux intrants agricoles est coûteux et difficile, l'outillage de travail manuel est rudimentaire.

Ces changements importants questionnent la durabilité des pratiques de gestion des écosystèmes forestiers par les agriculteurs, et sur de nouvelles relations entre la recherche, le développement et les agriculteurs où les rapports sont plus équilibrés et les savoirs davantage partagés.

C'est pour essayer d'apporter des éléments de réponse à ces questionnements que le projet « forêt » (Encadré 1) a été mis en œuvre. Son objectif est d'améliorer la gestion des écosystèmes forestiers par les

Encadré 1. Le projet « forêt » du programme DURAS (2005-2008)

Le Ministère Français des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE), à travers un FSP (Fonds de Solidarité Prioritaire), et le Forum Mondial sur la Recherche Agricole (GFAR) ont financé, de 2006 à 2008, le programme Duras « promotion du développement durable dans les systèmes de recherche agricole du Sud » comprenant 12 projets, dont le projet « Forêt » : « Innovations et savoirs-paysans dans les pratiques de gestion des écosystèmes forestiers humides d'Afrique de l'Ouest et du Centre : diversification des systèmes d'exploitation associant cultures pérennes et vivrières ».

L'originalité du projet « forêt » a été son aspect régional en Afrique de l'Ouest et du Centre (Cameroun, Ghana, Guinée), ainsi que le partenariat établi dès le départ entre les acteurs suivants :

- Organisations paysannes : Citrus Growers and Marketing Association au Ghana, Fédération des Planteurs de Café en Guinée, Association pour le développement intégral des exploitations agricoles du Centre au Cameroun (ADEAC), et la Fédération des Unions de producteurs de cacao du Cameroun (FUPROCAM) ;
- Organismes de développement : Service National de la Promotion Rurale et

de la Vulgarisation (SNPRV) en Guinée ; Ministry of Food and Agriculture (MoFA) au Ghana ;

- ONG : Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) et Association pour l'Economie Solidaire et le Développement Vert (SOS vert) au Cameroun ;
- Instituts de recherche nationaux (SNRA) : Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), Institut de Recherche Agronomique de Guinée (IRAG), OPRI (Oil Palm Research Institute, Ghana), avec l'appui du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD, France) ;
- Universités : Dschang au Cameroun et Ghana-Legon au Ghana.

Le dispositif reposait dans chaque pays sur un comité local de coordination (CLC) composé des représentants de tous les partenaires, et sur un nombre limité de sites (2) qui correspondaient à des situations différenciées. La programmation, le suivi, le financement et l'évaluation des activités sont décidés lors des réunions des CLC, une fois par an minimum.

agriculteurs dans le cadre d'un partenariat agriculteurs, développeurs, chercheurs mettant en œuvre des méthodes d'appui conseil et d'apprentissage participatif valorisant les innovations et les savoirs paysans. Néanmoins, la courte durée (2 ans) du projet rend son ambition limitée, mais permet cependant de consolider le partenariat multi-acteurs, afin de développer les activités initiées.

Cet article s'appuie sur l'exemple de l'ADEAC (Encadré 2) partenaire du projet DURAS sur un des deux sites d'intervention au Cameroun. En s'appuyant sur un bilan de ses actions, l'ADEAC en partenariat avec la recherche et les agriculteurs ont réalisé un diagnostic des savoirs et pratiques innovantes développées par les agriculteurs, et expérimenté une démarche participative d'appui-conseil et d'apprentissage visant le renforcement des capacités des producteurs dans la gestion des écosystèmes forestiers.

Encadré 2. L'association pour le développement intégral des exploitations agricoles du Centre (ADEAC)

Les lois n°90/053 du 19 décembre 1990 portant liberté d'association et celle n°92/006 du 14 août 1992 portant création des sociétés coopératives et groupes d'initiative commune (GIC) ont favorisé la création d'organisations et fédérations paysannes, comme la Fédération des Organisations paysannes du Nyong et Mfoumou (FOPANYM) créée en 1992 et devenue en 2000 l'ADEAC. Elle vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans de la région du centre-Cameroun. Ainsi, ses activités couvrent deux départements (Nyong et Mfoumou et Mefou afamba), neuf villages, touchant 1181 paysans inscrits dont 215 femmes. Elle compte également six caisses mutuelles de crédit et d'épargne gérées par les paysans.

L'ADEAC met en œuvre avec des animateurs paysans (un par village) et grâce à l'appui de l'organisation non gouvernementale (ONG) Belge SOS FAIM et du SAILD, les activités suivantes : renforcement des capacités (formation des leaders des caisses mutuelles et des paysans), agriculture (valorisation des techniques paysannes et amélioration de la production), microfinance (création et gestion des caisses) et promotion de l'élevage et de la pisciculture.

Le bilan des actions de l'ADEAC : point de départ du partenariat recherche-ADEAC-agriculteurs

En 2005, l'ADEAC a effectué le bilan de ses actions afin de chercher des moyens d'amélioration. Ce bilan fait ressortir que les itinéraires techniques proposés par le développement et la recherche sont peu diffusés, car environ 80% des paysans pratiquent encore l'agriculture purement traditionnelle. Les raisons mises en avant portent sur des problèmes techniques (les pertes post récoltes sont abondantes à cause du manque de techniques de conservation, les producteurs ne maîtrisent pas les itinéraires techniques et ne respectent pas le calendrier agricole), et organisationnels (les producteurs n'ont pas de plan de campagne, ont une capacité décisionnelle faible, et manquent d'organisation et de dynamisme). Ce bilan a porté essentiellement un regard extérieur sur les pratiques des agriculteurs, car aucune analyse sur les innovations développées par ces derniers n'a été réalisée.

En s'appuyant et en discutant ce bilan, l'IRAD, l'ADEAC et les agriculteurs, dans le cadre du projet DURAS ont décidé de mettre l'accent sur le renforcement des capacités des agriculteurs et des animateurs paysans leur permettant de valoriser leurs innovations et savoirs dans la gestion des activités et des ressources des exploitations agricoles. La méthode et les outils retenus ont été la réalisation d'un diagnostic participatif approfondi des pratiques innovantes des agriculteurs avec l'appui d'étudiants dans un des 9 villages (Mvan), et la mise en œuvre d'une méthode participative d'appui-conseil pour le renforcement des capacités des agriculteurs et du personnel de l'ADEAC.

Les pratiques innovantes des agriculteurs de Mvan

Mvan, arrondissement d'Akonolinga au Centre Cameroun à 120 km de Yaoundé, est situé en zone forestière. Il compte 800 habitants répartis en 11 hameaux (ou quartiers), pour une densité de population de 27 hab/km² en moyenne. Les hommes s'occupent des travaux champêtres pénibles tels que le défrichage, l'abattage des arbres, le brûlis, l'entretien des plantations, mais aussi de la culture du cacaoyer, du caféier, de la culture du macabo et du bananier plantain. Les femmes cultivent les *champs d'arachide*, qui sont des champs mixtes de cultures vivrières : manioc, macabo, arachide, concombre, maïs, bananier plantain. En moyenne, les

exploitations agricoles comprennent 8 personnes (5 actifs) pour la mise en valeur de 5,5 ha soit 3,5 ha de cacaoyère et 2 ha de vivriers. Leur revenu moyen annuel est estimé à 910 709 FCFA dont 54 % issu de la vente du cacao et du palmier à huile, 24 % des vivriers (manioc, igname, macabo, maïs, arachide et concombre), et 19 % du commerce.

Les paysans de Mvan ont innové pour augmenter et diversifier la production afin de mieux assurer leur sécurité alimentaire et accroître leurs revenus. Le diagnostic participatif a permis de distinguer trois types d'innovations :

- organisationnelles : regroupement en associations par affinité ou communautaires formelles, au sein desquelles les expériences ou savoirs individuels ou collectifs sont mis en débat. Les paysans et leurs organisations bénéficient d'appui multiforme des acteurs externes : Ministères sectoriels, ONG, recherche, projets, etc. Ces différents organisations et acteurs constituent les réseaux sociaux sur les savoirs et les innovations (Figure 2) ;
- techniques, comme l'adoption de nouvelles variétés et de pratiques culturales sur les plantes à racines, à tubercules et les céréales, ainsi que de nouveaux systèmes agroforestiers à base de cultures pérennes ;
- de gestion des ressources halieutiques et faunistiques : la croissance de la demande en protéines animales, et l'accès à de nouvelles techniques ont amené des modifications des pratiques traditionnelles de pêche et de chasse : abandon des règles communautaires de gestion des ressources halieutiques et faunistiques, adoption de techniques de captures massives, comme l'évolution du piégeage vers l'utilisation de fusils pour la capture des animaux de brousse, de filets et même l'utilisation de poisons végétaux pour la capture du poisson. Mais ces pratiques innovantes ne permettent pas le renouvellement des dites ressources.

Expérimentation d'une méthode participative d'appui-conseil pour renforcer les capacités de gestion des agriculteurs

Pour aider et accompagner les agriculteurs à résoudre les problèmes organisationnels identifiés lors du bilan, une démarche a été élaborée, visant la mise en œuvre d'une méthode participative d'appui-

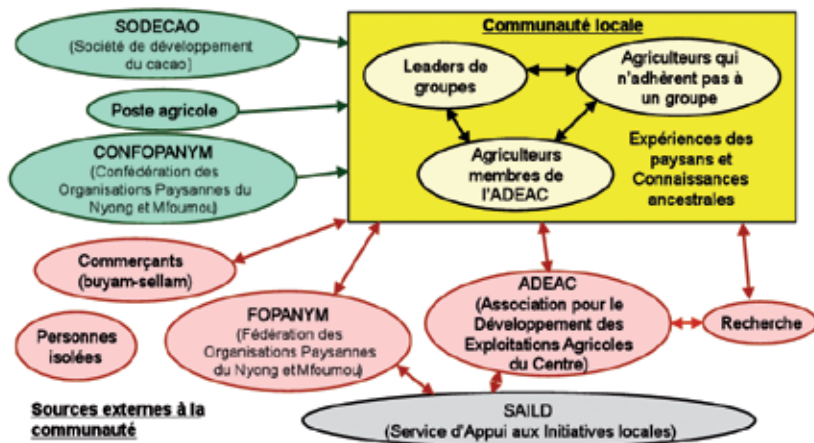


Figure 2. Les réseaux sociaux sur les savoirs et les innovations à Mvan au Cameroun

conseil, permettant de renforcer les capacités des agriculteurs et des animateurs paysans. Cette démarche menée en partenariat entre la recherche, l'ADEAC et les agriculteurs s'est décomposée en plusieurs étapes :

- animation en 2006 et 2007 de quatre ateliers de travail par l'IRAD pour les cadres de l'ADEAC et les animateurs paysans sur une méthode participative d'appui conseil et d'apprentissage adaptée au contexte, le conseil à l'exploitation familiale (CEF) ;
- élaboration d'un programme de travail et d'outils de conseil par l'ADEAC et les animateurs, en appui à la détermination et l'analyse de besoins de crédit pour les intrants des paysans et au suivi-technico-économique de quelques cultures (tomates, etc.) ; l'ADEAC souhaitant renforcer la capacité des agriculteurs dans l'estimation des besoins en crédit des paysans, et la rentabilité des spéculations bénéficiant de ces intrants ; ceci devant permettre, selon l'ADEAC, d'améliorer le taux de remboursement des crédits des paysans ;
- mise en œuvre du conseil par les animateurs paysans auprès de groupes de producteurs, sous forme de séances d'animation de groupe sur les thèmes suivants : élaboration d'un programme prévisionnel de campagne pour mieux préciser les besoins en intrants et autres ressources, suivi technico-économique de quelques cultures, analyse économique par culture.

La démarche de conseil mise en œuvre par l'ADEAC a permis effectivement de renforcer les capacités des paysans dans la gestion des intrants et le suivi des cultures, thèmes retenus par l'ADEAC en complément de ses activités sur le crédit.

Les groupements de paysans ont ainsi pu mieux évaluer leurs besoins en intrants et connaître plus précisément les performances techniques et économiques des cultures suivies. Cette démarche de conseil pourra facilement être étendue à d'autres thématiques selon les besoins et demandes d'appui des paysans. Cependant, le faible niveau d'éducation des animateurs a constitué un frein à leur compréhension et à la mise en œuvre des activités de conseil. L'inadéquation entre les outils, les besoins réels des paysans et leur niveau d'éducation a ralenti le processus d'appropriation de la démarche.

Une contribution au développement durable des écosystèmes forestiers ?

Ce diagnostic des pratiques innovantes et des savoirs locaux sur un site au Cameroun, et le partenariat recherche-développement-agriculteurs expérimenté sur la zone d'intervention de l'ADEAC ont permis la sensibilisation des populations à la gestion « durable » des écosystèmes forestiers. En effet, le partenariat favorise la promotion d'innovations adaptées aux besoins et possibilités des agriculteurs, en particulier par la prise en compte des « bonnes pratiques » issues d'échanges d'expériences locales, et permet aussi d'accompagner les agriculteurs dans leur processus d'adaptation, au moyen de démarches d'appui conseil visant des pratiques de gestion durable des écosystèmes forestiers.

Mais, ces actions réalisées s'avèrent insuffisantes et mises en œuvre sur un pas un temps trop court pour en apprécier les effets. Cet exemple camerounais montre qu'il est souhaitable que les populations

rurales, en partenariat avec la recherche et le développement, continuent la réflexion engagée sur les voies et moyens permettant une gestion plus durable des ressources forestières, faunistiques et halieutiques.

Bidzanga Nomo L.,
Chercheur IRAD
Yaoundé, Cameroun

Njoya A.
Consultant, Cabinet ARDS-CG
Ex Directeur scientifique de l'IRAD
Yaoundé, Cameroun

Kalms J.M., Havard M.
Chercheurs CIRAD
UMR Innovation
Montpellier, France

Quelques références

Camara A.A., Dugué P., Cheylan J.P., Kalms J.M., 2009. De la forêt naturelle aux agroforêts en Guinée forestière. From natural forests to agroforests in the Guinea forest region. *Cahiers agricultures*, 18 (5) : 425-431. URL: <http://dx.doi.org/10.1684/agr.2009.0325> Ngouambé N., Ondoua M., 2010. L'expérimentation du conseil à l'exploitation familiale agricole à Akonolinga (centre, Cameroun) : Bilan et perspectives. Colloque SFER : Conseil en agriculture : acteurs, marchés, mutations, 14 et 15 octobre, Dijon, France.

Njoya A., Béavogui S., Ackah-Nyamike E., Kalms J.M., 2006. Innovations et savoirs paysans dans les pratiques de gestion des écosystèmes forestiers humides d'Afrique de l'Ouest (Ghana, Guinée) et du Centre (Cameroun): diversification des systèmes associant cultures pérennes et vivrières. Poster pour la 3^{ème} Conférence triennale du GFAR, 9-11 novembre 2006, Inde.

Njoya A., Kalms J.-M., 2010. Gestion des écosystèmes cultivés en zone forestière humide du Cameroun : identification des acteurs et des contraintes à la durabilité. In Le projet Duras : des partenariats innovants pour le développement durable, Dossiers d'Agropolis international N°11, Spécial partenariats, pp. 5-7, 2010. <http://www.agropolis.fr/publications/dossiers-thematiques-agropolis.php>

Tchatchoua D. R., Tefang T. A. F., Bayiha A., Bidzanga N., Havard M., 2008. Projet DURAS Forêt « Innovations et Savoirs Paysans dans les Pratiques de Gestion des Ecosystèmes Forestiers Humides d'Afrique de l'Ouest et du Centre : Diversification des systèmes d'exploitation associant cultures pérennes et vivrières ». Rapport de synthèse du Cameroun. Yaoundé, DURAS, IRAD, CIRAD, 60 p.

SITES WEB

S'informer en temps réel sur l'évolution des marchés en Afrique de l'Ouest

<http://www.resimao.org/>

Ce site informe sur les statistiques des prix des agences officielles de l'Afrique de l'Ouest. Ce qui en fait le réseau des systèmes d'information des marchés en Afrique de l'Ouest connu sous le sigle «Resimao». Il s'y ajoute que les informations sont collectées par les équipes nationales et saisies en ligne dans une banque de données. Portail bilingue, l'on y trouve les prix moyens de plusieurs spéculations dans les pays de la région. Avec des rubriques prix producteur, prix grossiste et prix consommateur le visiteur peut faire une analyse comparative dans le temps et dans l'espace. Les graphiques et dessins facilitent la lecture pour mieux comprendre. Resimao couvre onze pays de la région Ouest Africaine. Il s'agit de : Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Biseau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Togo.

Renforcer les actions de développement rural en Afrique de l'Ouest

<http://www.hubrural.org>

Le site de hub rural est très informatif sur la situation du monde rural en Afrique de l'Ouest. Des dossiers sont publiés sur plusieurs thématiques parmi lesquelles «Négociations commerciales et marchés agricoles». L'article met en exergue la stratégie d'amélioration de la compétitivité des produits agricoles africains et la préparation des négociations commerciales internationales. La documentation du site repose sur la collecte et la mise en ligne, en collaboration avec Fidafric, d'une base de données documentaire : législation et réglementation, études et rapports, compte-rendus... Il s'y ajoute l'annuaire du portail web a recensé les acteurs du monde rural dans certains pays ciblés : administrations, secteur privé, organisations paysannes, recherche et éducation.

Une Afrique verte pour nourrir le Sahel

www.afriqueverte.org

Vous trouverez sur ce site une documentation riche sur plusieurs thématiques dont la campagne en faveur des transformatrices de céréales au Sahel. Afrique Verte a débuté cette campagne en 2008 à travers la capitalisation d'expériences ; les études spécifiques ; les fiches documentaires etc... Dans la rubrique «Dernières Infos», vous avez plusieurs articles consacrés à l'actualité récente sur le monde rural et ses acteurs.

Ces bulletins mensuels techniques donnent des informations sur le prix des céréales au niveau des marchés de consommation, sur la campagne agricole et sur la situation alimentaire au Burkina, au Mali et au Niger et donc plus globalement sur la sécurité alimentaire dans cette région du Sahel.

L'information sur les matières premières en Afrique

<http://www.commodafrica.com/fr/accueil>

Ce site est une plateforme de blogs sur des produits tels que le coton, le café, le bois, complétée par des dossiers, études, fiches techniques, guides d'affaires. Ce site fait le suivi de l'actualité ayant trait à l'Afrique et aux matières premières. Il présente le cours des matières premières de façon exhaustive, du cacao de Côte d'Ivoire au piment de Dakar, en passant par le riz, les oléagineux, le bois, etc... Ce site peut être vraiment utile pour le suivi des marchés africains.

Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde

<http://www.fondation-farm.org/>

Le site de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde présente les activités d'une institution engagée dans le soutien à la production agricole vivrière locale pour nourrir les populations du Sud et créer des marchés locaux. Le site contient ainsi, une large variété d'études, de notes de lecture et de dossiers téléchargeables sur des thématiques variés et d'actualités. Les deux récents rapports sur les « Potentialités agricoles de l'Afrique de l'Ouest » et sur « Améliorer le fonctionnement des marchés agricoles d'Afrique de l'Ouest » posent des questions essentielles. La région peut-elle assurer la sécurité alimentaire d'une population qui doublera dans les 25 prochaines années, sans un recours massif aux importations ? A quelles conditions ? Comment améliorer les échanges de biens agricoles au sein des pays de la CEDEAO et entre ceux-ci et l'UE, pour que l'intégration régionale profite durablement aux agriculteurs africains et à l'économie dans sa globalité ?

Agir en acteur du développement pour l'émergence

<http://cdurable.info/>

Les informations sur ce site sont variées et diversifiées. Toutefois, il y a un traitement particulier des informations relatives aux questions environnementales, commerciales et développement durable. Il s'y ajoute que la commercialisation des matières premières est une préoccupation majeure dans les politiques agricoles aussi bien en Afrique qu'ailleurs. Dans la rubrique «Info sur le marché», le visiteur a une multitude de documentation sur diverses questions. Vous y trouverez des conseils sur l'accès aux marchés du commerce équitable pour les producteurs. Faut-il rappeler que «Fairtrade Africa» est une organisation parapluie à but non lucratif indépendante qui représente l'ensemble des producteurs certifiés Fairtrade en Afrique.

SITES WEB

L'OMC prône des marchés plus équitables pour les agriculteurs

<http://www.wto.org/>

Vous avez ici le site officiel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans la sous rubrique «agriculture», il y a ce qu'on peut appeler une mine d'informations sur tous les aspects de l'agriculture mondiale dans le temps et dans l'espace. L'article intitulé «L'Accord sur l'agriculture: règles et engagements nouveaux», renseigne sur la volonté de l'OMC de réformer le commerce dans ce secteur et à renforcer le rôle du marché dans l'orientation des politiques appliquées, ce qui améliorerait la prévisibilité et la sécurité pour les pays importateurs comme pour les pays exportateurs. Ainsi, les nouveaux engagements et règles portent sur :

- l'accès aux marchés — différentes restrictions à l'importation soutien interne — subventions et autres programmes, y compris ceux qui visent à accroître ou à garantir les prix à la production et les revenus des agriculteurs;
- la subventions à l'exportation et autres méthodes appliquées pour assurer artificiellement la compétitivité des exportations.

26

La tribune dédié à la mondialisation

<http://www.mondiaal.be/fr>

Ce site s'intéresse à la mondialisation dans tous les secteurs d'activités. Il propose des reportages instructifs et informatifs sur le commerce international dans toutes ses facettes. Et les produits agricoles y occupent une place non négligeable. Ces explications détaillées sur les fondements des accords commerciaux entre le Nord et le Sud. Nombreux sont les articles consacrés aux secteurs pourvoyeurs d'emplois durables notamment l'agriculture. Le monde du travail trouvera sur ce site des textes des informations relatives aux activités des Organisation mondiale du Travail (OIT). Il s'y trouve aussi des vidéos sur thématiques majeures qui font l'actualité.

Une communauté agricole virtuelle sur le web

<http://www.pleinchamp.com/>

Pleinchamp.com est dédié à l'agriculture et l'élevage. On y trouve un forum qui favorise l'échange entre les acteurs de ces secteurs stratégiques. Le site a créé ainsi une communauté agricole virtuelle : «quelle que soit leur région, leur production, la dimension de leur entreprise, les agriculteurs partagent des réalités similaires, celles de chef d'exploitation mais aussi celles soumises au climat, aux marchés, ... et ont les mêmes partenaires (chambre d'agriculture, centre de gestion, Adasea, MSA, coopérative, journal agricole etc)». Mieux, le site offre à chaque visiteur ou acteur agricole la possibilité d'échanger et de se faire connaître grâce

aux « pages perso ». Ce qui fait que pleinchamp.com a ainsi une double vocation : rendre chacun plus performant dans son métier et développer les échanges entre et avec les agriculteurs.

S'informer sur la terre et ses immenses richesses

<http://www.terre-net.fr/>

La rubrique «marchés» de ce site est composée de plusieurs sous rubriques qui donnent des informations détaillées sur la commercialisation des produits agricoles. Des experts et consultants y publient de bons dossiers au grand bénéfice des producteurs mais également ceux veulent investir dans l'agriculture. Terre-net a aussi un magazine et un web Tv. Ce qui fait que le visiteur, pour s'informer, a plusieurs choix. Vous avez des informations météorologiques en temps réel. Alors le forum favorise la recherche de partenariat. «L'observatoire des marchés», met en exergue la variation des prix de certains spéculations comme le blé, le maïs, le colza...Au bas de page, vous avez la rubriques «plus de services» : terre-net annuaire», «terre-net mail»...pour fidéliser les internautes.

Mieux connaître l'agriculture biologique et écologique

<http://www.agri-bio.fr/>

Les agriculteurs biologiques trouveront sur ce site toutes les informations nécessaires pour une bonne maîtrise de leurs activités. De production à la commercialisation aucune question n'est laissée en rade. Il y a même une librairie numérique pour faciliter aux bonnes sources à traverses les nombreuses publications consacrées à l'agriculture biologique et l'écologie. Mieux, vous y retrouvez ici les meilleures ventes de livres, DVD, logiciels ... en rapport avec l'agriculture Bio, l'écologie, le développement durable, les constructions alternatives...

Visitez
la page web
de AGRIDAPE

<http://agridape.leisa.info>

BIBLIOGRAPHIE

LA RÉGULATION DES MARCHÉS AGRICOLES INTERNATIONAUX

ISBN : 978-2-296-02391-8 • janvier 2007 •



Les marchés agricoles internationaux jouent un rôle décisif dans le développement. Pour les pays en développement, l'exportation de produits agricoles est une source de devises indispensable. Mais, leur instabilité et la volatilité des cours rendent leur participation au commerce international très risquée. Ce livre explique la dynamique des prix internationaux, puis présente les accords par produit qui ont fonctionné dans le passé et les raisons de revenir à des régulations volontaristes.

Marchés de dupes, pourquoi la crise se prolonge ?

Henri Bourguinat, Eric Briys

Essai (broché). Paru en 09/2010

Edition : Maxima



Les auteurs de cet ouvrage sont formels : la crise financière a affecté tous les secteurs d'activités économiques. Selon eux, ce qui devait être le «bout du tunnel» de l'après

crise financière laisse un goût amer. Il s'y ajoute une montée inexorable du chômage, croissance molle, dettes publiques qui explosent, attaques contre l'euro par les dérivés de crédit...autant de signes inquiétants. Alors même que la sphère financière se reprend, que les banques retrouvent de solides profits et que les rémunérations de leurs dirigeants affichent des niveaux insolents, c'est cette fois l'économie réelle qui souffre profondément. Question : comment est-on passé d'une situation où la finance était un moteur de l'économie et concourrait à la croissance à cet état où les banques semblent être bénéficiaires quelque soit l'état des autres composantes du monde économique (entreprises, fonction publique etc...) ? Tel est l'objet de ce livre écrit par un économiste réputé et un professionnel du monde des affaires.

Manger bio, c'est pas cher

Rang parmi les ventes

Publié le: 2010-02-02 -

Auteur : France Guillain



Ce livre est recommandé aux novices dans les produits et l'alimentation BIO. Il explique ce que Bio veut dire et donne des conseils pratiques pour mieux manger et mieux acheter. L'ouvrage met exergue une nouvelle façon de manger révolutionnaire par rapport à ce que l'on a toujours appris d'une alimentation équilibrée. L'on est bien informé sur la qualité de ce que l'on mange. Le livre renseigne que l'avantage avec les produits biologiques, c'est manger

sainement et à faible coût. Le commerce bio a de beaux de jours devant lui.

Vivre simplement pour Vivre mieux ou La simplicité volontaire en 130 conseils pratiques

Publié le: 2009-06-15

Auteur : Philippe Lahille



Cet ouvrage vous invite à choisir volontairement un mode de vie simple. La récession économique actuelle nous contraint à réaliser des économies substantielles. Mais plutôt que de subir cette conjoncture, pourquoi ne pas choisir délibérément un nouveau concept de vie, celui de la simplicité volontaire ? Il ne s'agit pas de se serrer la ceinture. La simplicité volontaire répond à une tout autre démarche, orientée vers un nouvel art de vivre qui privilégie « l'être à l'avoir, l'être au paraître, la frugalité au gaspillage ».

En s'affranchissant des sirènes de la surconsommation, chacun peut accéder tout naturellement à plus de liberté, de bonheur, d'harmonie et une réelle conscience écologique au quotidien. Ces décroissants, qui ont adopté cette voie de la frugalité, trouveront ici un guide résolument pratique. Abordant des thèmes aussi divers que l'hyperconsommation, la publicité, les échanges, l'entraide, l'argent, les médias, la culture, l'écologie, les vacances, le logement, la famille ou la santé...

BIBLIOGRAPHIE

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020

OCDE, FAO : 17 juin 2011

ISBN : 9789264106789



La dix-septième édition des Perspectives agricoles, élaborée conjointement pour la septième fois avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies, présente des projections en termes de production, consommation, échanges, stocks et prix, ainsi qu'une évaluation de l'évolution récente des marchés, des questions et des incertitudes pour un certain nombre de produits de base y compris, pour la première fois, les produits de la pêche et de l'aquaculture. Le rapport souligne le fait que des prix moyens plus élevés sont attendus et peuvent encourager les investissements nécessaires pour que la production réponde à la demande croissante. Toutefois, un niveau élevé des prix soulève également des préoccupations importantes concernant l'augmentation de l'insécurité alimentaire.

La volatilité des prix crée une incertitude et des risques pour les producteurs, les négociants, les consommateurs et les gouvernements. Elle est de ce fait une priorité importante des discussions du G20 sur l'agriculture. Cette édition examine les déterminants de cet état de fait et fait des suggestions aux décideurs politiques afin de les aider à réduire et à mieux gérer la volatilité.

Le fonio, une céréale africaine

Jean-François Cruz, Famou Béavogui, avec la collaboration de Djibril Dramé

Editions Quae, Septembre 2011

ISBN : 9782759210398

Le fonio, une céréale qui monte : ce livre explique tous les aspects de la plante. Pouvant jouer un rôle pour la sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement des pays du sud, on la trouve sur

nos marchés dans le cadre du commerce équitable.



Longtemps aliment de base de nombreux ruraux d'Afrique, le fonio, céréale africaine à toutes petites graines, est aujourd'hui redécouvert par les consommateurs urbains des grandes métropoles africaines. Ce livre donne une description de la plante et des grains et fournit des renseignements sur divers systèmes de culture et de production dans différents environnements. Il décrit les principales techniques traditionnelles de production et de transformation du fonio et suggère des voies d'amélioration possibles. Il s'intéresse à une meilleure valorisation du fonio en abordant des aspects touchant à l'élaboration de nouveaux produits, à la commercialisation et à la consommation.

Manger sans risques

Vincent Leclerc

Editions Quae (Carnets de sciences), Août 2011

ISBN : 9782759210435



Plus de 200 maladies infectieuses peuvent être transmises à l'homme par les aliments. Certains de ces agents pathogènes vous feront simplement passer un mauvais moment tandis que d'autres vous feront vraiment regretter de les avoir sous-estimés. Un animal, l'homme, un couteau, un peu de terre, un plat qui refroidit sur le rebord d'une fenêtre, un sac à main, et même le réfrigérateur

peuvent être source de contamination ! Cet ouvrage vous dévoile qui sont ces pathogènes, quels chemins ils empruntent et vous donne les moyens de les arrêter. Car le consommateur a un rôle important à jouer pour sa propre sécurité, encore lui faut-il savoir repérer les dangers, savoir comment les maîtriser et appliquer ces mesures au bon moment et au bon pathogène. Manger sans risques, c'est possible et voici les clés qui vous y aideront.

L'agriculture comparée

Hubert Cochet

Editions Quae (Indisciplines), Juin 2011

ISBN : 9782759210206.



L'auteur expose ici l'intérêt de l'analyse comparée dans les processus de développement de l'agriculture. Cette discipline initiée par René Dumont intègre la réalité sociale et économique pour penser l'évolution de l'agriculture. Fondé sur vingt-cinq ans de recherche et d'enseignement menés sur le terrain dans de nombreux pays, ce livre place l'amélioration du milieu, des conditions de travail et la satisfaction des besoins au centre des préoccupations de l'agriculture comparée et montre comment ce système d'analyse est devenu une vraie force de proposition au service du développement durable.

Danger dans l'assiette

Sylviane Dragacci, Nadine Zakhia-Rozis, Pierre Galtier

Editions Quae (Carnet de sciences), Juin 2011

ISBN : 9782759209439



BIBLIOGRAPHIE

Les moisissures sont présentes partout dans notre environnement. Certaines sont inoffensives mais d'autres peuvent se révéler dangereuses, voire mortelles. Quelques-unes peuvent en effet produire des molécules dangereuses appelées mycotoxines, invisibles à l'œil nu mais qui agissent insidieusement. Leur toxicité est maintenant prouvée et peut amener le consommateur à développer des maladies comme le cancer. Quelles moisissures sont dangereuses ? Y a-t-il des aliments à risque et des populations plus exposées ? Cet ouvrage décrypte ces dangers alimentaires dans le quotidien de chacun, dans ses choix alimentaires qu'ils proviennent du marché local, international, bio ou équitable. Il dévoile de façon accessible la nature de ces toxines et présente les moyens permettant de contrer leurs effets.

Savoirs et développement rural - Le dialogue au coeur de l'innovation

Danièle Clavel (Coordination éditoriale)
Editions Quae, Avril 2011
ISBN : 9782759209279



La succession des crises, alimentaire, économique et environnementale, a amené les instances mondiales de la recherche agricole et du développement (RAD) à se mobiliser. Face à l'échec avéré de l'aide publique au développement à réduire les inégalités et la faim, notamment en Afrique, un large consensus allant de la Banque Mondiale au G8 en passant par l'Onu, l'Union Européenne et l'Union Africaine a été réalisé ces cinq dernières années sur la nécessité d'améliorer la production agricole grâce à un développement rural durable respectueux des hommes et de la nature. L'objectif fixé à la RAD est d'accompagner la mise en œuvre de réponses techniques, sociales et institu-

tionnelle au développement durable grâce à un partenariat favorisant une mise en commun des savoirs, l'augmentation des compétences et l'autonomie des acteurs.

Pour une éducation au développement durable

Francine Pellaud, Editions Quae (Essais), Avril 2011
ISBN : 978-2-7592-0905-7



Sujet médiatique depuis vingt ans, le développement durable est enfin entré dans les programmes scolaires. Cet enseignement imposé, avec des thèmes qui n'entrent pas vraiment dans les disciplines telles que l'école les connaît, a bien du mal à prendre forme. Cet ouvrage reprend, explore et évalue les définitions habituelles reliant « environnement », « social » et « économique » dans un ensemble de cercles qui se recoupent. À partir de cette analyse, il met au jour les spécificités liées à l'éducation au développement durable. Tenant à distance l'utopie et sans donner de recettes, il suggère, à partir d'exemples tirés de la pratique, des outils pédagogiques et des méthodes pour un enseignement dynamique et interdisciplinaire du développement durable, adapté à chaque situation.

Pour une agriculture mondiale productive et durable

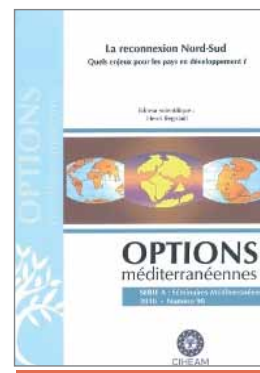
Michel Petit
Editions Quae (Essais), Février 2011
ISBN : 9782759209132



L'augmentation de la productivité, le « toujours plus moderne » dans le secteur agricole a affecté les ressources naturelles et l'on menace aujourd'hui de sacrifier ces innovations techniques sur l'autel du développement durable. Alors comment faire ? L'auteur de cet essai nous incite à regarder ailleurs, vers la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique de l'Ouest. Il décrit les expériences locales de ces régions du monde. Pour que chacun construise son propre avis, le scientifique analyse aussi le rôle des OGM, l'utilisation des pesticides et la marginalisation progressive des paysans pauvres. Il faut souvent se méfier des prises de positions trop simples, nous dit-il, elles sont directement inspirées par des partis pris idéologiques.

La reconexion agricole Nord-Sud. Quels enjeux pour les pays en développement ?

H. Regnault, Ed
Editions CIHEAM-IAMM, 2010
ISBN : 2-85352-429-9



Par comparaison avec les produits industriels, la libéralisation du commerce international agricole s'est mise en place tardivement, au milieu des années 1990, avec la conclusion de l'Uruguay Round du GATT. Aujourd'hui, le Doha Round de l'OMC bute sur l'approfondissement de cette libéralisation. Par contre, à l'échelle d'accords régionaux comme l'ALENA et de nombreux accords bilatéraux entre pays développés et pays en développement, des marchés agricoles s'ouvrent, souvent encadrés dans des quotas tarifaires et éventuellement des calendriers. Dans le cadre du programme de recherche en réseau ACRALENOS (Analyse Comparée des Relations Agricoles en Libre-Echange Nord Sud) et en s'appuyant sur des cas méditerranéens et latino-américains, cet ouvrage s'efforce de montrer la complexité des impacts de la libéralisation agricole sur les pays en développement, qui doivent gérer les opportunités qu'elle offre tout en prenant garde aux vulnérabilités sociales, économiques et environnementales que cette libéralisation peut activer.

BIBLIOGRAPHIE

A la rencontre des paysans du monde

Yves-Marie Allain - Filmé/photographié par Didier Gentilhomme
Editions Quae, Novembre 2010
ISBN : 9782759208524



Entre la rizicultrice d'Asie et l'ouvrier des vergers d'agrumes brésiliens, entre la paysanne du Pérou récoltant son quinoa et le producteur de coton du Burkina se dessinent d'étonnantes similitudes : l'âpreté du labeur, mais aussi la fierté d'un métier aux sources de la vie. Un métier menacé par les profonds bouleversements des sociétés et l'industrialisation de l'agriculture. Dans notre monde de demain, le paysan aura-t-il encore sa place ?

Agrimonde - Scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050

Coordination éditoriale de Sandrine Paillard, Sébastien Treyer, Bruno Dorin
Editions Quae, Décembre 2010
ISBN : 978-2-7592-0888-3

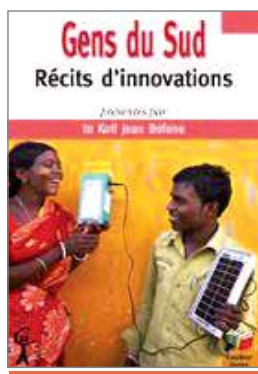


Comment nourrir près de 9 milliards d'individus à l'horizon 2050 tout en préservant les écosystèmes desquels d'autres produits et services sont également attendus ? Le XXI^e siècle doit relever un triple défi pour l'agriculture et l'alimentation : la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la raréfaction des énergies fossiles. Dans cette perspective, en 2006, l'Inra et le Cirad ont lancé l'initiative d'une

plateforme prospective sur les enjeux relatifs aux systèmes alimentaires et agricoles mondiaux à l'horizon 2050. Cet ouvrage présente les repères statistiques pour la période 1961-2003 et l'outil de simulation Agribiom permettant d'établir des bilans entre les emplois et les ressources de biomasses alimentaires. Ensuite, sont considérés deux scénarios à l'horizon 2050 : Agrimonde GO est un scénario tendanciel qui mise sur la croissance économique dans un contexte où la préservation de l'environnement n'est pas une priorité ; Agrimonde 1 est un scénario qui a pour but de nourrir la planète tout en préservant les écosystèmes.

Gens du sud ; récits d'innovations

Bofane, Jean
Couleur Livres
17/03/2011
EAN13 : 9782870035436



Une véritable révolution évoquée dans ce livre. Des téléphones portables dans les campagnes pour obtenir un prix équitable ou des outils cartographiques pour permettre aux villageois de ne pas se laisser gruger par des accapareurs de terres, un système d'épargne et de crédit pour que des paysans pauvres relèvent la tête. Autant d'impulsions innovantes pour sortir de la récession ou de l'impasse.

Il s'agit de deux enfants exclus ou marginalisés qui pourtant gèrent leur propre banque, montent des orchestres symphoniques ou maîtrisent des réseaux de communication en vue de se former, d'échanger, de créer ensemble. Des femmes aussi, qui consacrent leur temps et leur vie pour inciter leurs soeurs à s'organiser, à se mobiliser, à lutter. Des femmes encore, qui trouvent sous leurs pieds de quoi survivre, marchandes de sables qui sont loin de nous endormir.

L'exportation des produits biologiques : Comment accéder au marché

Koekoek, F.J., Leijdens, M., Riëks, G. - 2011
98pp ISBN 978-90-8573-121-4
(Agromisa), 978-92-9081-438-2 (CTA)



Le marché bio a de beaux jours devant lui au regard de la demande. En effet, la demande mondiale de produits biologiques est en augmentation constante et les agriculteurs des pays en développement peuvent retirer un avantage de ce segment de marché qui offre une prime biologique. Ce manuel comprend les chapitres suivants : Introduction ; Le marché biologique ; La production biologique et la certification ; Faisabilité et fonds de roulement ; Développer la filière ; Le marketing à l'exportation des produits biologiques ; Gestion, planification et évaluation ; Le cas Zameen : le coton biologique et Fairtrade.

OPINION

Trois commentaires sur l'accaparement des terres

Prof. Olivier De Schutter, *Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation*

... Le rythme de ces accaparements progresse rapidement, et il prend dans plusieurs pays des proportions inquiétantes. Nous connaissons tous les raisons de cette ruée vers l'or vert. Les marchés internationaux sont devenus plus volatils et moins fiables, et les acheteurs de produits agricoles, firmes privées ou gouvernements, veulent assurer un approvisionnement stable. La demande d'agro carburants progresse, en Europe comme aux Etats-Unis et dans d'autres régions, et c'est un des facteurs majeurs accélérant l'accaparement de terres. Enfin, tout ceci nourrit la spéculation sur les terres : *il n'est pas rare que les fonds d'investissement achètent de larges surfaces de terres, simplement dans l'espoir que leur prix va monter, et sans projet de développement précis.* Je voudrais faire trois commentaires sur ce phénomène.

Le premier commentaire, c'est qu'au sein du comité de la sécurité alimentaire mondiale à Rome, nous sommes en train de finaliser la négociation de Directives volontaire sur la gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, afin de fournir aux gouvernements certains repères et afin de clarifier les attentes que nous avons à leur égard : qu'ils respectent les droits des utilisateurs des terres. Ces directives volontaires, lorsqu'elles seront adoptées, sans doute au début de l'année prochaine, seront importantes : négociées par toutes les parties prenantes — gouvernements, agences internationales et société civile —, elles ne pourront pas être facilement ignorées. Je plaide pour que ces directives volontaires fassent l'objet d'un suivi robuste, et que l'on puisse évaluer le suivi qui en est donné par les Etats : c'est jusqu'à présent la meilleure réponse que l'on puisse donner, au plan international, au phénomène de l'accaparement de terres.

Le second commentaire pourtant, c'est que ces directives volontaires ne suffiront pas. Il faut aussi qu'au niveau régional, les Etats se mettent ensemble et définissent les limites à ne pas franchir. Le droit à l'alimentation notamment doit être intégralement respecté. **Les États porteraient atteinte au droit à l'alimentation si, en louant ou en vendant des terres à des investisseurs (nationaux ou étrangers)**, ils privaient de ce fait les populations locales d'un accès à des ressources productives indispensables à leur subsistance. Ils le feraient également s'ils négociaient des contrats de vente ou de location sans s'assurer qu'ils ne compromettent pas la sécurité alimentaire, par exemple en créant une dépendance à l'égard de l'aide étrangère ou des marchés internationaux toujours plus instables et imprévisibles, étant donné qu'une grande partie des cultures produites dans le cadre de l'investissement étranger serait expédiée vers le pays d'origine de l'investisseur ou vendue sur les marchés internationaux. Il faut qu'au niveau régional, les Etats s'accordent sur un cadre qui protège les populations contre le risque de telles violations. Le niveau régional est sans doute le plus opportun, car les Etats d'une même région (par exemple, la CEDEAO ou l'UEMOA, voire l'Union africaine) ont un intérêt commun à opposer aux candidats à l'acquisition de terres une position commune. Les Etats africains sont en concurrence pour attirer à eux les investisseurs : ceci ne doit pas se faire au détriment des populations.

Mon troisième commentaire, c'est qu'il faut refuser l'alternative qui nous est parfois présentée : soit vous acceptez les investissements à large échelle dans l'agriculture, soit vous vous privez de tout investissement dans l'agriculture. Non. Les investissements sont nécessaires. Il faut améliorer l'accès des petits agriculteurs au crédit, aux



Olivier de Schutter

intrants, et à l'information. Il faut améliorer les moyens de stockage et de communication, et donc l'accès aux marchés. Mais tous ces investissements, en amont et en aval de la production, ne doivent pas affecter les droits à la terre : ils doivent — et ils peuvent — laisser intact l'accès des utilisateurs aux ressources indispensables à leur subsistance. Ce qui importe, c'est d'orienter les investissements vers ce qui peut aider le mieux l'agriculture familiale, pour trois raisons : investir dans cette agriculture familiale, c'est le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté rurale ; c'est aussi soutenir les revenus d'une grande masse d'habitants des zones rurales, aujourd'hui trop pauvres pour acheter des biens et services aux producteurs locaux, mais qui, lorsque leurs revenus augmenteront, pourront bénéficier à ces autres secteurs également, avec d'importants effets multiplicateurs sur l'économie locale ; enfin, l'agriculture familiale est mieux équipée pour favoriser la diversité dans les champs et soutenir les écosystèmes, ce qui a une fonction vitale notamment face à la menace que représente le changement climatique.

Il ne s'agit pas de négliger l'agriculture, car il faut la soutenir. Mais on ne la soutient pas en détruisant la paysannerie des pays en développement. Il faut que les gouvernements comprennent qu'il est dans leur intérêt de favoriser la relance de l'agriculture familiale, et si l'on investit dans l'agriculture, c'est à cela que les investissements peuvent et doivent servir...

Extrait du message du Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation au Forum des Peuples lors du forum des peuples 10^{ème} édition, Niono 2011. Plus d'informations sur <http://www.forumdespeuples.org>

José Graziano da Silva, nouveau directeur général de la FAO



source : FAO

Le 26 juin 2011, le brésilien José da Silva a été élu nouveau directeur général lors de la 37^{ème} Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à l'issue d'un vote où il a obtenu 92 voix sur les 180 exprimés. Jadis ambassadeur de son pays à l'Union Européenne, le diplomate est un homme du sérail car, il est depuis 2006, Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional de l'Organisation pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

32

Faut-il rappeler qu'au Brésil, en sa qualité de Ministre extraordinaire de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la faim, M. da Silva était responsable de la mise en œuvre du programme *Fome Zero* (Faim zéro). Par ailleurs, il a également joué un rôle principal lors de l'élaboration de ce programme qui avait contribué à extirper 24 millions de personnes de l'extrême pauvreté en cinq ans, tout en réduisant de 25 pour cent la sous-alimentation au Brésil.

Depuis la création de l'Organisation le 16 octobre 1945 à Québec, José Graziano da Silva vient d'en être le huitième Directeur général de la FAO. Le mandat du nouveau Directeur général, qui succède au Sénégalais Jacques Diouf, débutera le 1^{er} janvier 2012 et se prolongera jusqu'au 31 juillet 2015.

José Graziano da Silva est né le 17 novembre 1949. Il est titulaire d'une licence en agronomie et d'une maîtrise en économie et sociologie rurales de l'Université de São Paulo, ainsi que d'un doctorat en sciences économiques de l'Université d'Etat de Campinas (UNICAMP). Il a également obtenu deux diplômes post-doctoraux en études latino-américaines (University College of London) et en études environnementales (University of California, Santa Cruz). De nationalité italo-brésilienne, il est marié et père de deux enfants et deux fois grand-père. Il parle couramment l'anglais, l'espagnol et le portugais.

Synthèse du site de la FAO :

<http://www.fao.org/news>

Rio +20, renouveler les engagements pour le développement durable



Le prochain sommet des Nations Unies sur le développement durable aura lieu à Rio de Janeiro en 2012, 20 ans après le sommet historique de 1992. Selon ses organisateurs, le sommet a pour objectifs : garantir le renouvellement des engagements politiques avec le développement durable; évaluer les progrès vers les objectifs accordés au niveau international sur le développement durable et relever des défis nouveaux et émergents. Le sommet mettra également l'accent sur deux thèmes spécifiques: une économie verte dans le contexte de l'éradication de la pauvreté et le développement durable, et une structure institutionnelle qui favorise le développement durable. 7 axes majeurs de réflexion ont été identifiés :

L'emploi décent

Pour les 190 millions de chômeurs, et pour plus de 500 millions de personnes qui chercheront un emploi lors des dix prochaines années, les marchés du travail sont essentiels, non seulement pour la production de richesse mais aussi pour sa répartition. Une action économique et des politiques sociales visant à créer des emplois générant des revenus convenables sont des éléments essentiels au maintien de la cohésion sociale et de la stabilité des nations. Il est également crucial que le travail soit en phase avec les besoins de l'environnement naturel. Les "emplois verts" correspondent à des activités dans l'agriculture, l'industrie, les services et l'administration qui contribuent à préserver ou à restaurer la qualité de l'environnement.

L'énergie durable

L'énergie est au centre de presque tous les défis majeurs, mais aussi des perspectives prometteuses, qui se présentent au monde aujourd'hui. Qu'il s'agisse d'emplois, de sécurité, de

changement climatique, de production de nourriture ou d'accroissement des revenus, l'accès de tous à l'énergie est essentiel. Une énergie durable est nécessaire pour renforcer les économies, protéger les écosystèmes et parvenir à un partage équitable de cette énergie. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dirige une initiative Energie durable pour tous, qui vise à assurer un accès universel aux services énergétiques modernes, améliorer les rendements énergétiques et accroître l'utilisation des sources d'énergie renouvelables.

Les villes

Les villes sont comme des ruches qui facilitent l'accès aux idées, au commerce, à la culture, à la science et stimulent la productivité et le développement social, entre autres. Les problèmes des villes les plus courants incluent le surpeuplement, le manque de fonds pour faire fonctionner les services de base, l'insuffisance de logements adéquats et des infrastructures dégradées. Ces défis peuvent être relevés par des méthodes qui permettent aux villes de continuer à prospérer et à se développer, tout en optimisant l'utilisation des ressources et en réduisant la pollution et la pauvreté. L'avenir que nous voulons comprend des villes qui offrent à tous de grandes possibilités, grâce à un accès facile aux services de base, à l'énergie, au logement, aux transports et à bien d'autres avantages.

L'alimentation

En adoptant les OMD, le monde s'est engagé à éradiquer la faim. Mais près d'une personne sur six dans le monde aujourd'hui est sous-alimentée. Etant donné que la population mondiale devrait passer la barre des 9 milliards d'habitants dans 40 ans la production de nourriture devra au moins doubler pour qu'on puisse assurer des vivres en



source : copyright earth-boy nrg450

quantité suffisante pour nourrir tout le monde. L'instabilité des prix sur les marchés, la dégradation de l'environnement et les événements climatiques, la production de biocarburants, et le manque de capacités de stockage ont aggravé l'insécurité alimentaire. Des exploitations agricoles utilisant des méthodes viables d'un point de vue économique et écologique peuvent permettre d'assurer une production alimentaire suffisante pour tous et aider les pays les plus démunis à sortir du piège de la pauvreté.

L'eau

Du fait d'économies déficientes ou de mauvaises infrastructures, chaque année des millions de personnes, des enfants pour la plupart, meurent de maladies liées à l'insuffisance de leur approvisionnement en eau et à un manque d'installations sanitaires et d'hygiène. Les pénuries d'eau ou la mauvaise qualité de celle-ci et le manque de sanitaires ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire, sur les choix de vie et sur les chances en matière d'éducation pour les familles pauvres à travers le monde. La sécheresse affecte certains des pays les plus pauvres du monde, aggravant la faim et la malnutrition. D'ici à 2050, au moins une personne sur quatre est susceptible de vivre dans un pays affecté par des pénuries d'eau chroniques ou fréquentes.

Les océans

Les océans - leur température, leurs propriétés chimiques, leurs courants et la vie qu'ils abritent - sont la source d'écosystèmes qui rendent la Terre habitable pour l'humanité. Notre eau de pluie, notre eau potable, le climat, les littoraux, une grande partie de notre nourriture et même l'oxygène de l'air que nous respirons, tout cela est en fait fourni et régulé par la mer. A travers l'Histoire, les océans et les mers ont été des axes vitaux pour le commerce et les transports. Une gestion prudente de cette ressource mondiale essentielle est un élément fondamental d'un avenir viable.

Les catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles ont des effets dévastateurs sur les populations, l'environnement et les économies. Des choix avisés peuvent nous aider à surmonter une catastrophe, alors que de mauvais choix nous rendent au contraire plus vulnérables. Ces choix recouvrent la manière dont nous nous procurons notre nourriture, l'emplacement et la technique de construction de nos habitations, le mode de fonctionnement de nos systèmes financiers, ce que nous enseignons dans les écoles et beaucoup d'autres choses. Etant donné l'accélération du rythme des catastrophes naturelles, qui a un coût croissant en termes de vies et de biens, et la hausse de la

densité des établissements humains, un avenir bien pensé exige planification et vigilance.

Synthèse du site officielle de la conférence :

<http://www.un.org/fr/sustainablefuture/index.shtml>



source : oiksblogue.coop



Réflexion collective pour des directives pour une pêche artisanale durable

La pêche artisanale est frappée par la raréfaction des ressources, des pratiques dramatiques de la surexploitation et de la concurrence déloyale de la pêche industrielle et/ou internationale. A ce propos, la 29^{ème} session du Comité FAO des pêches (COFI) qui s'est tenue du 31 Janvier au 4 Février 2011 à Rome, a approuvé l'élaboration d'un nouvel instrument international sur la pêche artisanale.

Cet instrument prendra la forme de Directives volontaires internationales pour se concentrer sur les besoins des pays en développement pour appuyer des initiatives nationales, régionales et internationales. Elles sont complémentaires à d'autres instruments internationaux ayant des buts semblables, en particulier ceux qui se rapportent aux droits de l'homme, au développement durable et à la pêche responsable.

Le processus de développement des Directives a commencé la diffusion d'un document de discussion intitulé «*Vers des Directives volontaires pour garantir des pêches artisanales durables*» Le document est destiné à être utilisé comme un outil pour faciliter les apports et les contributions à l'important processus de déve-



loppement d'un instrument international largement accepté et utile pour les pêches artisanales.

Le processus de consultation sous l'impulsion de la FAO touchera tous les acteurs concernés, y compris les gouvernements, les organismes régionaux de pêche, les organisations de la société civile, y compris les organisations de pêcheurs et leurs supporters, les organisations communautaires et le secteur privé, pour éclairer les

politiques et pratiques et contribuer au développement de Directives volontaires internationales pour garantir des pêches artisanales durables.

Le document de discussion est également disponible en anglais, français et espagnol sur les pages web dédiées - <http://www.fao.org/fishery/ssf/guidelines/fr> . Le site indique également le contact e-mail dédiée aux commentaires - VG-SSF@fao.org.

34

Faciliter l'accès des jeunes aux activités agricoles

En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Fond International de Développement de l'Agriculture (FIDA), le Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rural Catholique (MIJARC) a organisé à Dakar, du 30 août au 3 septembre 2011 un rencontre de consultation régionale intitulé «Faciliter l'accès des Jeunes aux activités agricoles».

Cette rencontre de Dakar entre dans le cadre d'un processus global dont l'objectif est d'aider les jeunes ruraux à améliorer leurs conditions de vie grâce à une agriculture, ou une activité agricole génératrice de revenu. Cette initiative qui comprend trois activités majeures :

1. La cartographie des organisations de jeunes paysans existantes, des organisations paysannes abordant le thème de la jeunesse et des organisations rurales défendant les intérêts des jeunes paysans
2. Une enquête visant à identifier les besoins, les défis, les attentes et aspirations spécifiques des jeunes paysans en devenir, hommes et femmes avec une revue des expériences, la collecte de bonnes pratiques, l'analyse des

facteurs de réussite ou d'échec dans l'installation des jeunes ruraux comme paysans et les responsabilités des différents acteurs

3. L'organisation de consultations régionales en Asie, Amérique Latine et Afrique pour favoriser l'échange d'expérience et discuter des premières conclusions de l'enquête et pour formuler des recommandations propres aux pays ou à la région sur la manière de répondre aux problèmes rencontrés par les jeunes agriculteurs dans le cadre de politiques sectorielles et de programmes de développement.

Les conclusions et recommandations issues seront présentées à la session spéciale dédiée aux jeunes paysans lors de la 4^e réunion internationale du Forum Paysan organisée par le FIDA en février 2012. Cette initiative aidera à la formulation de mesures et politiques efficaces en faveur d'une meilleure prise en compte des intérêts de la jeunesse à tous les niveaux dans l'élaboration des programmes de développement de l'agriculture à venir.



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2011

Cet ouvrage met en lumière la diversité des répercussions de la crise alimentaire mondiale de 2006-2008 sur les différents pays, les plus pauvres étant les plus durement touchés. Bien que quelques grands pays soient parvenus à éviter les pires effets de la crise, les habitants de nombreux petits pays dépendants des importations ont été confrontés à une véritable flambée des prix qui, même lorsqu'elle n'a été que temporaire, a pu avoir des effets permanents sur leur aptitude à gagner leur vie et à se hisser hors de la pauvreté par la suite.

Le rapport de cette année porte sur les coûts de la volatilité des prix des denrées alimentaires ainsi que sur les dangers et

les avantages des hauts niveaux de prix. Le changement climatique et la multiplication des chocs météorologiques, le renforcement des liens entre les marchés de l'énergie et les marchés agricoles lié à la demande croissante en biocarburants, et enfin, la financiarisation progressive des produits alimentaires et agricoles, sont autant de réalités qui laissent penser que la volatilité des prix n'est pas près de disparaître. Le rapport décrit les répercussions de la volatilité des prix sur la sécurité alimentaire et présente les options politiques permettant de la réduire, de façon économique et efficace, et de la gérer quand elle ne peut pas être évitée.



Résumé et rapport complet téléchargeables sur <http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>

«Impact de l'Urbanisation sur le livelihood»

Ce livre analyse l'impact de l'urbanisation sur les systèmes de production des cultures maraîchères le long du continuum rural-urbain de Bamenda, Nord Ouest Cameroun. En effet, l'urbanisation des villes africaines se traduit aussi par un accroissement de la demande alimentaire des productions maraîchères et d'une modification des conditions d'accès aux facteurs de productions. Au Cameroun, pays à 80% agricole, il est projeté qu'en 2035 deux camerounais sur 3 vivront en ville. Partant de ce postulat, l'ouvrage démontre que l'activité maraîchère, dans l'organisation spatiale tridimensionnelle de la ville (le noyau urbain, la zone périurbaine et la zone rurale) adresse efficacement la lutte contre le chômage des jeunes et des couches défavorisées. Malgré l'importance du maraîchage urbain et

l'agriculture urbaine et son impact positif sur la sécurité alimentaire et nutritionnel des populations cette activité n'est pas prise en compte de façon spécifique dans la politique agricole nationale des pays du Golf de Guinée et du Bassin du Congo.

Tout en illustrant les risques environnementaux liés à l'usage des pesticides, le livre démontre que plus de 90% des maraîchers pensent que leur activité s'adapterait mieux à la pression urbaine si les activités agricoles étre clairement définies dans les documents de planification de la ville. Par ailleurs, au Cameroun, les textes juridiques en rapport avec les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) sont noyés dans des textes de lois conçus pour autre chose, ce qui rend difficile la visibilité et la lisibilité

des impacts de la gouvernance, des institutions politiques et de planification dans les rapports entre l'usage des ressources naturelles et les BPA dans le maraîchage. De ce qui précède l'étude recommande aux maraîchers urbains d'envisager la pratique de micro-jardin. Et suggère aussi de se former et s'éduquer les maraîchers sur les dangers liés à l'utilisation des pesticides et sur importances port des outils de protection l'hors des applications.



35

Evènement

15 octobre 2011 : Journée mondiale de la femme rurale

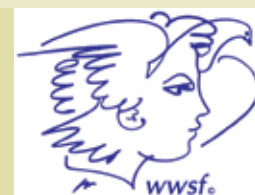
La journée mondiale de la femme rurale est une initiative lancée, en 1995, à Beijing lors de la 4e conférence internationale de l'ONU sur les femmes, par plusieurs ONG internationales. Depuis 1997, elle est organisée par la Fondation Sommet Mondiale des Femmes WWSF. Des célébrations et événements sont organisés dans plus de 100 pays autour du monde. Chaque année « une Lettre Ouverte aux femmes rurales du monde » sur un sujet précis est largement diffusé : 20,000 affiches et lettres sont envoyées aux ONG, aux organisations de développement et de droits de l'homme ainsi qu'aux médias.

La lettre ouverte de 2011 porte sur le droit à la terre et à la succession. Le message rappelle que dans « de nombreux pays, environ 75% du travail agricole est effectué par les femmes, ces dernières

restent privées du droit de posséder les terres ». Il insiste également sur la place essentielle de l'accès et du contrôle de la terre pour « la survie quotidienne, la stabilité économique ; la sécurité et même l'autonomisation et la lutte pour l'égalité des sexes ».

La lettre rappelle également les engagements pris par les gouvernants pour répondre aux multiples défis de l'épanouissement des femmes à travers les traités, conventions et instruments internationaux ; mais dont la mise en œuvre pratique reste peu effective.

Enfin, le message de la Fondation Sommet mondiale des femmes et de la campagne des ONG pour la Journée Internationale de la Femme Rurale appelle à la connaissance, à la mobilisation et à la revendication des droits auprès des gouvernements



Revendiquez votre droit à la terre et à la succession !

Connaissez et revendiquez vos droits auprès de vos gouvernements. Faites en sorte que vos dirigeants :

1. Réaffirment votre droit à la terre et à la succession ;
2. Donnent aux femmes un accès égal à la terre et à la succession ;
3. Protègent et fassent de la sensibilisation sur le droit des femmes à posséder des terres et toucher des héritages dessus, en ciblant particulièrement les autorités traditionnelles afin d'améliorer leur compréhension des problèmes liés aux questions de genre ;
4. Révisent les constitutions nationales ainsi que les lois relatives au mariage, à la famille et à la succession ;
5. Informent sur les moyens d'inclure les droits, préoccupations et besoins des femmes dans les réglementations et directives relatives à l'application des lois et politiques, et laissent un espace pour que l'on puisse inscrire deux noms sur les formulaires d'enregistrement des terres ;
6. Défendent la mise en place de systèmes fonciers qui soient innovateurs, abordables et souples ;
7. Forment les administrations à la gestion des requêtes concernant les questions de propriété et de succession ;
8. Etablissent un système de suivi des institutions administratives relatives à la terre ;
9. Investissent afin de soutenir les femmes travaillant dans les fermes, et tâchent d'inclure ces dernières dans les processus de prise de décision.

Lire l'intégralité de la lettre sur
http://www.woman.ch/?hl=fr_fr

